

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne (Afp- ats - Ap - Reuters, XINHUANET) ainsi que les sources d'informations de la résistance

## Journal de Palestine

Spécial dossier

N° 257 du 07.07

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mon blog : <http://journal-palestine.blogspot.com>

b) sur le site : [www.palestine-solidarite.org](http://www.palestine-solidarite.org) à cette adresse : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_Palestiniens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm)

c) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" : <http://www.palestinefr.net/jop.php>.

d) Le "Journal de Palestine" est également visible sur le site <http://www.aredam.net/> rubrique 14

e) Sur le site de Alain Pottiez : <http://socialisme-solidarite-che.skynetblogs.be/>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

### 2 Les brèves

2-1 Reuters : Salam Fayyad, a promis de traquer les membres des "milices armées" en Cisjordanie.

### 3 Dossier

#### 3-1 Notre Palestine.

1 Editorial : Il Manifesto :

2 Marie-Ange Patrizio «Votre Palestine» ?

3 Silvia Cattori : Toute cette mascarade doit cesser.

3-2 Point de vue de Nahla Chahal : "La Palestine : Game is over !"

3-2 Point de vue de Nahla Chahal : Meron Benvenisti : Faire la paix n'a jamais fait partie de la politique d'Israël.

3-3 Point de vue de Jeff Halper : Garder le cap sur l'apartheid.

3-4 Point de vue de Jonathan Cook : Palestine : diviser pour régner, dans le style israélien.

3-5 Point de vue de Jonathan Cook : Michel Warschawski. : Gaza : agressés.. Pas des rats pris au piège.

3-6 Centre d'Information sur la Résistance en Palestine : Légalité et légitimité de la résistance.

3-7 Point de vue de WWS : La crise de Gaza et la faillite du nationalisme palestinien.

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

---

---

## 2 Les brèves

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### **2-1 Reuters : Salam Fayyad, a promis de traquer les membres des "milices armées" en Cisjordanie.**

Le Premier ministre Salam Fayyad, nommé après la prise de contrôle de la bande de Gaza par le Hamas, a promis de traquer les membres des "milices armées" en Cisjordanie - et pas seulement ceux du groupe islamiste - , tout en soulignant que le succès dépendrait de l'attitude d'Israël.

"Nous devons être très sérieux à ce sujet. Quels qu'ils soient et quel que soit leur parti, s'ils choisissent de ne pas coopérer à cet effort, ils sont des ennemis, l'affaire est réglée", a-t-il déclaré dans un entretien à Reuters.

"On ne peut tout simplement pas parler sérieusement de la création d'un Etat et accepter les milices (...) Nous devons contrôler les choses. Ce pourrait être notre dernière chance", a souligné le chef du cabinet de crise palestinien, qui a invité les autorités israéliennes à ne pas tirer parti de ce processus de désarmement pour donner un nouvel élan à la traque des activistes.

"Sinon, quelle crédibilité aurait notre initiative ? (...) Elle s'effondrerait", commente-t-il.

Le gouvernement, poursuit Fayyad, a entamé des discussions à ce sujet avec l'Etat juif et attend sa réponse.

"Mais nous espérons que nous n'attendrons pas longtemps parce qu'il est essentiel pour nous de tenir notre promesse de rétablir la loi et l'ordre. C'est l'une des premières priorités de ce gouvernement et nous devons réussir. On ne peut tout simplement pas échouer."

Les services de sécurité fidèles au Fatah de Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne, sont d'ores et déjà aux trousses des membres du Hamas impliqués dans la mise sur pied de la Force exécutive, milice qui a joué un rôle essentiel dans la prise de la bande de Gaza, il y a trois semaines.

Mais les dirigeants du mouvement islamiste présents en Cisjordanie se terrent pour éviter les représailles, tout comme les "cellules dormantes", invitées pour l'heure à se faire discrètes pour échapper aux forces israéliennes, dit-on au sein du Hamas.

Certains combattants de Cisjordanie, se félicite Fayyad, ont déjà déposé les armes. "Je suis encouragé par l'ouverture de bon nombre d'hommes armés qui ont finalement accepté de mettre en oeuvre cette vision et de coopérer.

"Mais il y a une limite au-delà de laquelle nous ne pourrions aller si les Israéliens ne s'en tiennent pas à l'attitude nécessaire pour assurer le succès de notre initiative", insiste le Premier

*Reuters - Jeudi 5 juillet, 15h41*

---

---

## 3 Dossier

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### **3-1 Editorial : Il Manifesto : Notre Palestine.**

La Palestine ne fait quasiment plus l'info. Après des années de massacre elle est considérée inévitablement comme « morte » : maintenant qu'elle se massacre aussi toute seule et qu'elle se laisse aller à une pratique suicidaire qui a pénétré dans les esprits des résistants –divisés par une haine réciproque qui a provoqué les massacres de Gaza – tout espoir de trouver l'issue d'une tragédie sans fin semble s'effacer. Introjecter les « valeurs » de l'ennemi signe l'autodestruction et anéantit davantage que les canons.

La Palestine n'a jamais pu devenir un état, mais dans nos esprits comme dans ses aspirations politiques originaires elle a toujours été quelque chose de plus qu'un territoire à rendre aux Palestiniens. Non seulement des frontières géographiques à conquérir, mais un lieu de culture et de vie. Elle n'a existé que comme ça dans la pensée et dans l'action de tous ceux qui se sont battus pour elle ; elle ne pourra exister vraiment que comme ça. L'opposé du terrorisme, de la guerre fratricide, d'une société où l'ordre règne avec la loi de la répression et de l'intégrisme islamique. Quelle victoire pourrait fêter une Palestine remise au plus fort, à ceux qui ont adopté (avec l'aide « généreuse » d'Israël et des Etats-Unis), l'inhumanité de l'adversaire ? L'ennemi de notre ennemi n'est pas notre ami.

La Palestine est un drame, une blessure qui nous parle à nous aussi. Et pour cela justement, le projet de société préfiguré par ceux qui veulent la sauver du feu israélien n'est pas secondaire. Si aujourd'hui la lutte armée

est incarnée de façon la plus accomplie par le Hamas, non seulement il est illusoire de lui confier la tâche de battre militairement Israël, mais l'idée que son modèle social apportera des bénéfices aux Palestiniens est suicidaire. C'est une vision arriérée, militariste, autodestructrice, celle qui se fie aux milices d'un pouvoir qui légua Gaza à quelque élite moyen-orientale et qui donnera un nouveau prétexte à Israël pour la raser au sol avec ses chars d'assaut. C'est un processus d'autodissolution, l'esprit inacceptable de la martyrologie, ce que nous voyons, qui rend vaine toute résistance. Les femmes, fantômes voilés, qui réapparaissent dans la Bande de Gaza, sont le symbole atroce d'une nouvelle république islamique possible, qui brisera en deux -à la plus grande joie des criminels en uniforme de Tel Aviv- le peuple palestinien.

De l'autre côté, Al Fatah et ses sommets corrompus répondent par la même logique armée, tandis que les véritables perdants sont les femmes et les hommes de chair et d'os, pris entre deux options mortifères. C'est vers eux que nous devons tourner nos regards, même si nous ne trouvons que les débris d'une gauche dissoute, d'une société laïque anéantie par la guerre.

En Palestine -pour la Palestine- il faut regarder « sous les décombres », discerner la seule voie possible pour nous ranger aux côtés des nombreuses forces invisibles mais vives, les arracher à la solitude et nous battre pour que la communauté internationale leur redonne la possibilité de conquérir pour eux, en paix, un monde meilleur.

Editorial non signé de samedi 23 juin 2007 de il manifesto

<http://www.ilmanifesto.it/Quotidiano-archivio/23-Giugno-2007/art19.html>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

## 2 Marie-Ange Patrizio « Votre Palestine » ?

*Lettre adressée par Marie-Ange Patrizio à l'auteur de l'article Nostra Palestina, du samedi 23 juin 2007, à la direction de Il manifesto qui assume cet éditorial et aux journalistes.*

Cet article est tendancieux et mensonger par omission : il fait un étalage subjectif d'éléments non factuels, empreint de jugements idéologiques faciles, à la place d'une argumentation qui obligerait à reconnaître ce que même la presse de droite admet maintenant : les affrontements qui ont mis en déroute les forces du Fatah à Gaza, en moins de 48 heures, ne sont pas que la conséquence du désespoir de gens affamés, de luttes fratricides, etc. La Palestine ne se tue pas « toute seule », non.

Stefano Chiarini avait été l'un des premiers à annoncer que ce n'étaient pas tous des « frères » ceux qui n'avaient pas « introjecté » des « valeurs », mais encaissé des dizaines de millions de

dollars offerts par « l'ennemi » : l'administration étasunienne, à l'époque, officiellement Maintenant Israël également et ouvertement

A vous lire, les Palestiniens ont voté très majoritairement en faveur d'un parti qui allait ensuite les prendre au piège d'une « société répressive, obscure, où règnerait la loi de l'intégrisme et du fanatisme islamique » ? On notera au passage le mépris : mépris à l'égard des Palestiniens qui seraient à ce point dépourvus de lucidité politique. Mépris pour votre propre confrère qui vous avait alertés en mettant en évidence les conséquences gravissimes d'une politique que vous ne dénonciez pas, quant aux trahisons des gens liés à l'Autorité Palestinienne, la dangerosité de Dahlan, l'homme fort du Fatah, lié à la CIA, pour ne parler que de lui.

Mépris à l'égard des lecteurs. Que ce genre de désinformation vienne de ceux que vous appelez « les ennemis » (sans les nommer) est compréhensible, mais de la part d'un *quotidiano comunista*, c'est inacceptable et, là oui, suicidaire.

Suicidaire votre ligne politique : vous ne donnez aucun élément pour analyser comment il se fait que « la Palestine n'a jamais obtenu de devenir un état ». Au lieu de pleurer sur la « tragédie sans fin » vous feriez mieux d'exposer clairement les raisons de cette situation, à commencer par celles qui nous impliquent nous, ici.

Inadmissible votre position sur la résistance qui est un droit légitime des peuples sous occupation. Suicidaire pour votre journal, avec cette psychologisation à la petite semaine sur la haine réciproque des frères : tu parles d'une fraternité !

Vous savez ce qui est bon pour les Palestiniens, pas eux. Est-ce de n'être pas affamés qui donnerait cette lucidité ? Peut-être, oui, que quand on a faim on essaie d'abord d'avoir à manger, après on verra ce qu'on fait du voile.

Vous avez des projets, vagues, pour *vostra* Palestine, celle « des hommes et des femmes en chair et en os -mais sans barbe et sans voile ?- pris entre deux options mortifères », la première option étant celle qu'ils sont allés se chercher, et la deuxième, en une moitié de phrase : « Al Fatah et ses sommets corrompus qui répondent par la même logique armée ». Nous avons bien lu : le Fatah *répond*. C'est eux (les terroristes barbus) qui ont commencé. Argumentation fautive et de petit niveau à laquelle on ne peut répondre que : même pas vrai.

Devant l'horreur de cette situation que nous, européens, progressistes, laïcs, (et féministes bien sûr !), avons laissée s'installer, c'est tout ce que vous trouvez à dire en première page ? Ces pleurnicheries démobilisatrices, moralisatrices et arrogantes ? « Une gauche dissoute, une société laïque anéantie par la guerre » : la guerre avec qui ? Et ici ?

Puisque vous savez quels bénéfices les Palestiniens auront ou n'auront pas selon pour qui ils votent, dites-nous aussi, déjà, quels bénéfices vous tirez, vous, de ce genre d'articles ? Question aussi aux amis et camarades à qui j'adresse d'habitude mes traductions de *Il manifesto*. Parce que nous ici, nous devons réfléchir au moins à ça : les nôtres de projets dans notre « milieu » du business de la tragédie palestinienne.

Bon courage à ceux des qui continuent la lutte à Via Tomacelli.

Marie-Ange Patrizio (Marseille)

---

### 3 Silvia Cattori : Toute cette mascarade doit cesser.

Message adressé à Marie-Ange Patrizio par Silvia Cattori

1er juillet 2007

Je vous félicite pour cette mise au point très juste adressée à la rédaction de *Il Manifesto* (1) qui montre que vous n'avez pas peur de la vérité.

Je crois que bien des gens se sont sentis soulagés en vous lisant. Des gens qui savent que, par vos traductions, vous vouliez contribuer à les aider à mieux comprendre les très graves conséquences, pour les peuples du Proche Orient, des crimes et injustices commises par Israël et les Etats-Unis.

L'on comprend que vous êtes aujourd'hui dans le désarroi de constater que, également à gauche, on trouve, sous la plume de certains journalistes en qui vous aviez pleine confiance, des analyses biaisées, parfois une censure, une espèce de *ligne rouge* invisible à ne pas franchir, qui empêche de contribuer vraiment à ce pourquoi vous luttez : la justice.

Ce qui est grave, et qui vous fait réagir, comprenons-nous en vous lisant attentivement, est le constat que des personnes, qui prétendent lutter pour les droits des Palestiniens, soutiennent en fait des thèses qui protègent les acquis illégaux de l'opresseur israélien. Et cette posture -qui n'est pas uniquement propre à l'Italie- vous est devenue insupportable, d'autant que le soutien que ces prétendus défenseurs des Palestiniens ont apporté jusqu'ici à l'Autorité palestinienne compromise avec l'occupant, a bien montré qu'une solidarité qui se trompe totalement d'allié conduit à accroître les souffrances d'un peuple qui souffre déjà atrocement de l'occupation israélienne.

Un universitaire français, outré par ces dérives, m'a écrit récemment ce petit mot qui arrive à la même conclusion amère que vous : « *Je suis particulièrement inquiet pour Gaza qui risque de connaître le sort de la Commune de Paris, c'est à dire un écrasement par des « Versaillais » sous l'oeil bienveillant des forces d'occupation (jadis prussiennes, aujourd'hui israéliennes)* »

C'est ce qui est en train de se passer. Cela est terrible. Cela pose question quant à la position de certains partis et associations qui, depuis des décennies, se sont toujours refusés à affirmer la seule chose qui vaille : un soutien clair au droit des Palestiniens à résister à l'occupation armée d'Israël.

Durant ces longues années perdues en faux *processus de paix*, des syndicalistes, des féministes, des leaders de la solidarité, nous ont présenté des gens du Fatah qui collaboraient ouvertement avec Israël, comme étant les bons (parce qu'ils pouvaient faire barrage aux résistants du Hamas, aux femmes voilées, aux barbus).

Ce qui est grave est que c'est avec ces autorités compromises avec l'occupant que nombre de responsables de la solidarité internationale ont généralement travaillé ; et c'est à des ONG et à des syndicats corrompus, liés à l'autorité palestinienne, qu'ils ont donné la parole et versé les innombrables collectes d'argent (qui ne sont que rarement allées dans les bonnes poches ; car, cela est établi, seules les associations caritatives gérées par des mouvements religieux n'ont pas détourné l'argent et l'ont distribué de façon équitable)

Vous avez mille fois raison Marie-Ange, de vous insurger et de rendre leur humanité à ces femmes voilées et à ces hommes du Hamas qui ont la foi, déshumanisés par Israël, et que la gauche, comme la droite, n'aiment pas trop chez nous.

Lors de mon premier voyage en Palestine, en 2002, il ne m'a pas fallu longtemps pour comprendre l'étendue des dégâts causés par cette solidarité à l'envers, qui soutenait l'Autorité du Fatah alors que celle-ci haïssait et persécutait les résistants qui refusaient le processus répressif d'Oslo, et avaient, eux, la sympathie de la grande majorité des Palestiniens.

Les Palestiniens ne sont pas des guerriers. Ils détestent la guerre. C'est pour eux le pire des fléaux. Mais, confrontés à des occupants israéliens qui ne leur ont apporté que malheurs, misère et famine, dans leur abandon, ils ont trouvé un appui en ces forces de résistance musulmanes qui mettaient la justice en pratique. Il eût fallu respecter leur choix.

Cela se savait que, au sein de l'Autorité palestinienne, des personnages liés à M. Abbas -comme Rabbo, Erekat, Dhalan- avaient des liens étranges avec l'occupant et imposaient à leur peuple des mesures contre nature. Cela se savait que les membres du Hamas qui sont passés par les geôles palestiniennes, sortaient encore plus mal en point que des geôles israéliennes.

Vous avez raison de vous demander aujourd'hui pourquoi des journalistes et des politiciens ont-ils caché les crimes de ceux qui, au sein du Fatah – il y a aussi des honnêtes gens sans pouvoir au sein du Fatah- ont, depuis 1994, fait arrêter, torturer, livrer des résistants palestiniens à l'occupant ?

Vous avez raison aussi de vous interroger quant à la loyauté de ceux qui ont soutenu ces responsables palestiniens qui acceptaient l'argent d'Israël et de la CIA pour fomenter des troubles entre Palestiniens et ensuite incriminer le Hamas.

Ces liens entre le Mossad, la CIA et les autorités palestiniennes, ont été dénoncés dès les années 90. Pourquoi de nombreux responsables de la solidarité n'ont-ils jamais voulu en parler ?

Quand, en 2003, j'ai rencontré des dirigeants politiques du Jihad et du Hamas, dont ce père de famille qu'était Rantissi, et qu'Israël a assassiné, j'ai réalisé ce que ces hommes et ces femmes ostracisés avaient souffert à cause de cette partie du Fatah qui collaborait avec l'occupant. J'ai réalisé aussi combien cela les rendait amers de voir qu'aucune association internationale, aucun syndicat n'allait jamais à leur rencontre. Alors qu'ils voyaient

des « missions civiles » se promener à Gaza, guidées par des notables du Fatah qui divisaient leur peuple et dénaturaient leur cause.

Toute cette mascarade doit cesser si l'on prétend servir la justice et les droits du peuple palestinien, foulés aux pieds par Israël.

La solidarité devrait cesser tout de suite de travailler avec ceux qui ont permis à Israël de gagner du temps pour renforcer son emprise sur cette terre volée aux Palestiniens.

Une solidarité digne de ce nom ne devrait travailler qu'avec ceux des Palestiniens qui luttent pour défendre la dignité bafouée de leur peuple. Elle devrait aussi se distancier de ce *camp de la paix israélien* qui a, lui, des intérêts propres qui ne sont pas forcément ceux des Palestiniens qui ne se soumettent pas aux desiderata de l'occupant. Bref, un camp de paix qui semble n'être *pro Palestinien* que dans la mesure où les Palestiniens ne remettent pas en cause les faits accomplis d'Israël.

Il ne reste plus qu'à espérer que les souffrances des Palestiniens, souvent si mal accompagnés par une solidarité à l'envers, finissent par faire émerger la parole des honnêtes gens que certains professionnels de la solidarité ont étouffée, voire même accusée d'antisémitisme ; et de remettre la solidarité à l'endroit, c'est-à-dire au service des Palestiniens qui résistent, contre l'occupant, pour la défense de leurs droits.

Ce sont toutes ces questions, qui demandent réponse urgente, que votre texte a le mérite de soulever.

Silvia Cattori

1<sup>er</sup> juillet 2007.

Source : Silvia Cattori

---

### 3-2 Point de vue de Nahla Chahal : "La Palestine : Game is over !"

La colère, la colère SEULEMENT, est à la mesure de la tristesse que nous ressentons tous !

Il est encore plus insupportable que tout de contempler l'étonnement feint de tous ces hypocrites qui « déplorent » la situation en Palestine et vont même jusqu'à s'inquiéter du sort des civils ! Et de montrer leur bonne volonté en débloquant les transferts d'aides humanitaires, comme si les Palestiniens étaient des sous-humains dont les droits essentiels seraient de pouvoir manger !

N'était-elle pas prévue, cette situation ? Non parce que Gaza a été transformée en prison à ciel ouvert, où un million et demi d'êtres humains tentent de survivre avec trois fois rien, et de s'accommoder de l'étouffement dans cette surface exiguë, mais parce que le processus de paix, oui, ce fameux processus de paix démarré avec les accords d'Oslo en 1993, a été délibérément saboté. Faut-il faire la liste de TOUTES CES PREMEDITATIONS ACHARNEES ?

Faut-il aussi rappeler la patience extraordinaire de la direction palestinienne, du peuple palestinien, qui s'accrochaient quand même, acceptaient les mille modifications et ajournements des plans de paix pourtant internationalement prorogés, alors que pas un jour n'ont cessé les assassinats dits ciblés et qui ne l'étaient pas, les incursions meurtrières, les milliers d'arrestations, l'élargissement constant des colonies, la construction du mur, les humiliations infligées au président Arafat, le méchant d'alors. Signes du mépris israélien tenace de toutes les résolutions internationales.

Mais pas seulement ! Les palestiniens ont été jusqu'à organiser des élections sous l'occupation. Situation inédite. Mais voilà que le Hamas sort majoritaire du scrutin. Il a été « autorisé » à participer car personne n'avait pensé qu'il remporterait plus que quelques sièges. Les Etats-Unis et l'Union européenne n'y ont pas vu du mal : il fallait jouer le jeu de la démocratie !

Mauvais calculs, mais ce n'est pas grave, car les puissants ont une réponse à tout, preuve en est si nécessaire la démonstration permanente du pragmatisme américain en Iraq, qui expérimente l'une après l'autre des solutions à l'échec de la gestion du pays sous occupation. Pour la Palestine ce sera le boycott de cette démocratie malvenue, et l'étranglement de la vie de millions d'hommes et de femmes. Sourds - alors - à toutes les interpellations des organismes humanitaires qui mettaient en garde contre l'aggravation de la situation et son pourrissement, les puissants ont persisté.

Mais pas seulement ! Des plans ont été établis pour changer la donne. Des plans politiques, financiers, sécuritaires et militaires : encourager le président de l'Autorité, Mahmoud Abbas à se débarrasser de cette « faute » électorale, lui adresser mille signes de promesse de reconnaissance ( ? ) s'il le fait.

Voilà le premier pas dans l'organisation de la division des rangs des palestiniens. Puis monnayer certains petits chefs ambitieux, tel le très connu Mohammad Dahlan, qui entretient des relations intimes de tout genre avec les autorités israéliennes. Faire croire à Dahlan qu'il sera le prochain leader de la Palestine, et le pousser à agir. Créer des corps de services de sécurité constitués par des centaines de jeunes hommes qui crevaient de faim à Gaza et à qui on offre un salaire mensuel et des assurances.

Entraîner " les hommes de Dahlan " - l'Egypte n'a pas réfuté les infos qui soulignaient l'établissement sur son sol d'un camp militaire où 5 000 hommes suivaient sous supervision américaine un entraînement à l'assaut d'une ville. Le Hamas considère sa mainmise violente sur Gaza comme un pas pour devancer le plan de Dahlan. Cela ne justifie en rien le glissement vers la guerre fratricide, la prise en otage des habitants, et les pratiques nauséabondes d'achèvement de blessés ou d'exécutions sommaires imputées au Hamas à Gaza.

Une guerre pour le pouvoir, dit-on ? Quel pouvoir tout d'abord ? C'est là que réside l'erreur fatale, le glissement le plus dangereux des deux partis palestiniens, le Fatah et le Hamas. Parler de pouvoir gomme l'impasse politique totale où se trouve la situation en Palestine, impasse due à la volonté israélienne de pérenniser l'occupation,

d'engloutir la Palestine. Cette volonté étant soutenue par les administrations américaines successives, et si elle n'est pas soutenue avec autant de force par l'UE complice, du moins bénéficie-t-elle de la lâcheté politique européenne. L

Les régimes arabes organisent entre-temps l'accès aux bénéfices : des vieux rêves de Monarchie unie reviennent à l'ordre du jour en Jordanie, et l'Egypte se fait prier quant aux projets qui consisteraient à la charger de gérer Gaza : il faudrait lui verser beaucoup d'argent (américain et du Golfe) pour qu'elle accepte, et encore. Il faudrait soutenir son régime sans états d'âme...De toute manière, ces « propositions » seront examinées et remaniées à la lumière de la décomposition-recomposition de l'ensemble de la région du Moyen-Orient, opération en cours qui établit le chaos depuis l'Iraq, en passant par le Liban, sans pour autant se terminer en Palestine.

Quels choix devant ce pourrissement de la situation ? Remettre les points sur les i ! Nommer l'occupation occupation, et dire qu'il est impossible d'avoir une Autorité palestinienne, présidence, gouvernement, parlement et même municipalité, tant que dure l'occupation. Récupérer la dignité de la direction palestinienne et la confiance des Palestiniens, seules assises pour reprendre espoir, et avec l'espoir la lutte politique.

Dire que le « game is over », démissionner ensemble devant l'Assemblée générale de l'ONU, et mettre le monde devant ses responsabilités. C'était devant cette même Assemblée que Yasser Arafat, il y a maintenant trente ans, avait supplié la communauté internationale de « ne pas faire tomber la branche d'olivier de sa main ».

L'olivier, arbre mythique et sacré étant le symbole de la paix... C'était avant que l'occupation n'arrache tous les oliviers de la Palestine, et que les EU ne traitent les sociétés de cette région comme des pièces de lego.

Nahla Chahal

06 Juillet 2007

CCIPPP

Sources [Info Palestine](#)

Posté par Adriana Evangelizt

---

### 3-2 Point de vue de Nahla Chahal : Meron Benvenisti : Faire la paix n'a jamais fait partie de la politique d'Israël.

Seule une personne naïve pouvait s'attendre à une réponse positive de la part du gouvernement israélien à l'initiative arabe offrant des relations normalisées en échange d'un retrait des Territoires occupés en 1967 et de une résolution du problème des réfugiés.

Le scepticisme de rigueur affiché face à toute offre de paix a toujours caractérisé la réaction de presque tous les gouvernements israéliens depuis 1949, et pas seulement depuis l'année 1967 qui a vu l'occupation des Territoires. Quand Ehoud Olmert fait des réserves sur l'initiative arabe de paix, il marche sur la trace [de ses prédécesseurs et] de Moshe Dayan qui disait il y a un demi-siècle déjà : « Je suis contre toute concession de quelque la nature qu'elle soit, et si les Arabes veulent la guerre, je n'y suis pas opposé. »

Les gouvernements israéliens sont toujours prompts à lancer des opérations militaires mais ils sont toujours lents à se contrôler ou à rechercher des compromis et signer des accords. Après tout, il est toujours possible de justifier une agression en prétendant répondre à l'attaque de l'ennemi. La définition de la provocation, comparée à la réponse à la provocation, est seulement une question de perspective. Quand il y a un cycle perpétuel de violence et de contre violence, chaque cause aux yeux des uns a un contre effet chez les autres. En effet, il y a beaucoup d'exemples dans lesquels les uns ont lancé des provocations qui ont servi de prétexte à une réponse disproportionnée et, qui à son tour, a alimenté le cycle de violence.

Derrière les slogans : « guerre qui nous est imposée » et « guerre malgré nous », se cache une vieille attitude qui veut que l'usage de la force serve des buts stratégiques, tels la conquête de territoires ou le maintien des avantages territoriaux acquis au cours des précédentes guerres.

Le rejet des initiatives de paix est justifié sur le plan idéologique par les gouvernants israéliens qui veulent faire croire que l'hostilité des arabes est permanente, qu'ils manquent de volonté pour voir dans Israël une entité légitime, que la nature violente de la région ne permet pas d'aboutir à un accord de paix véritable mais tout au plus à un cessez-le-feu qui sera violé aussitôt que les ennemis d'Israël le verront faiblir.

Cette approche méprisante à l'égard de toute tentative de paix, s'est exprimé dans le fait que le rejet de l'offre de paix arabe n'a rencontré quasiment aucune protestation dans la société israélienne, excepté parmi un petit groupe d'activistes de la paix. Cette guerre éternelle de « nous n'avons pas le choix » a même bien plus d'impact sur la mentalité du public parce qu'il s'est mis en colère contre ses dirigeants pour n'avoir pas remporté une victoire éclatante [guerre du Liban] et donc d'avoir montré que le pouvoir militaire israélien n'était pas dissuasif, alors qu'il doit être gravé dans la mentalité de ses ennemis.

L'envie de sanctionner les dirigeants ne provient pas seulement des échecs dans la conduite de la guerre, mais également du fait que leur conduite a mis à nu l'abîme profond entre la belligérance ardente de généraux arrogants et leur manque de motivation et leur incapacité de mener à bien leur mission d'une part, et d'autre part l'érosion du consentement du public de supporter le deuil et surtout, sa réticence à renoncer à une vie meilleure en faveur des demandes d'une guerre éternelle « sans avoir le choix ».

La mise à nu de cet abîme est impardonnable. Parce que si telle est la situation, comment est-il possible de persister dans la prétention d'une « guerre au profit de notre existence », qui rejette toute possibilité de dialogue ?

En présentant ses excuses, le Premier ministre a dit : « Le Seigneur Tout Puissant nous a bénis par un miracle qui a fait que la situation est arrivée aujourd'hui et non, par la grâce de Dieu, dans deux ou trois ans. » Ehoud Olmert faisait référence ici à l'accroissement des forces de l'ennemi, mais il aurait été plus inspiré s'il avait parlé

de ce qui a été vraiment révélé dans la deuxième guerre du Liban : le public israélien a eu assez du mythe de l'invincibilité d'Israël sur le champ de bataille et il souhaite mener une vie normale. Quelque chose s'est produit depuis les années 50, et le public n'est pas effrayé par la « désacralisation de la défense » et sa transformation en une question irrévérencieuse, vidée de pathos. Un chef audacieux découvrira que ce n'est pas le conflit qui empêche la normalisation, mais l'absence de normalisation qui empêche de mettre fin au conflit.

Meron Benvenisti

Sources [Info Palestine](#)

Posté par Adriana Evangelizt

---

### 3-3 Point de vue de Jeff Halper : Garder le cap sur l'apartheid.

Nos gouvernements n'ont pas tenu leurs engagements envers nous. Sauf si nous, les peuples du monde entier, nous arrivons à mobiliser une opposition populaire contre l'occupation israélo-américano-européenne, un nouveau régime d'apartheid, sur la Terre sainte, pas moins, verra bientôt le jour, juste sous nos yeux.

Malgré l'attention et l'hystérie que les récents événements de Gaza ont générées depuis « la prise du pouvoir » par le Hamas, ils ne représentent pour Israël qu'un léger contretemps dans sa marche inexorable vers sa propre « solution » unilatérale : l'apartheid. Le but du jeu pour Israël, avoué et indifférent à ce nouveau désarroi sur le terrain, est clair. Il est exposé en détail dans le Plan de convergence « qu'Olmert a présenté à une session mixte du Congrès américain en mai 2006, et se fonde sur le plan de « cantonisation » de Sharon. Avec quelques ajustements mineurs, il constitue le projet que la ministre des Affaires étrangères israélienne, Tzipi Livni, pousse tranquillement en avant avec l'aide de Condoleezza Rice, un projet accepté dans son intégralité par Ehud Barak, nouvel élu à la tête du Parti travailliste, qui a joué un rôle déterminant dans son élaboration.

Le plan israélien pour l'apartheid est le suivant :

1) - Créer un « Etat » palestinien tronqué, composé de quatre cantons sans aucun lien entre eux, trois en Cisjordanie et un à Gaza. En annexant les blocs importants de colonies délimités par le mur, Israël s'étend sur 85% du pays, laissant aux Palestiniens confinés dans des enclaves manquant de tout les 15% de leur terre qui leur restent. Avec une telle « solution à deux Etats », Israël contrôle les frontières, les déplacements internes et externes des Palestiniens, le « grand » Jérusalem, toutes les ressources en eau, l'espace aérien, les communications et même la politique étrangère de l'Etat palestinien. Un tel bantoustan n'aurait ni souveraineté véritable ni économie viable, mais devrait recevoir tous les réfugiés palestiniens, traumatisés et appauvris.

2) - Si cela échoue, principalement parce qu'Israël n'arrive pas à trouver le collaborateur chez les dirigeants palestiniens qui accepterait de finir sur un bantoustan, un Plan B - le plan Livni-Rice - aura recours aux Etats-Unis pour déclarer unilatéralement un Etat palestinien « provisoire », sans indication de frontières, sans souveraineté réelle et sans économie viable, comprimé entre un mur, une frontière « démographique » à l'est d'Israël incorporant les blocs de colonies, et la vallée du Jourdain, frontière « sécuritaire » à l'est d'Israël. Les Palestiniens seront alors laissés indéfiniment dans les limbes d'un Etat « provisoire » - ou jusqu'à leur accord pour un bantoustan - tout cela en conformité avec les paramètres de la « Feuille de route ».

Période. Quelle que soit l' « initiative de paix » du moment - Feuille de route, initiative saoudienne, sommet à Sharm el-sheikh, nomination d'un envoyé au Moyen-Orient - elle devra se conformer à l'une de ces alternatives ou être déclarée inopportune.

Ce qui se passe à Gaza (surnommée, ce qui est très révélateur, le « Hamastan », les cantons palestiniens de Cisjordanie sont maintenant le « Fatahland »), est donc hors sujet pour Israël étant donné que Gaza ne représente rien de plus qu'une minuscule partie d'un minuscule bantoustan palestinien (environ 8%). Que Gaza reste « tranquille » après le désengagement israélien comme l'avait prévu Sharon, exportant une main-d'œuvre bon marché vers Israël et profitant peut-être d'une croissance économique limitée, qu'elle se retrouve simplement isolée et appauvrie à la suite des sanctions américaines et israéliennes après l'élection victorieuse du Hamas, ou, comme cela fut le cas, qu'elle explose, de toute façon rien n'entravera le processus incessant d'Israël pour consolider sa maîtrise sur la Cisjordanie. Tôt ou tard, dans le plan israélo-américain, pour Gaza, ce sera réglé.

Non seulement les Palestiniens ne comptent pas, dans l'optique d'Israël, mais la prise de pouvoir du Hamas représente vraiment un développement positif puisqu'elle fait avancer le processus d'apartheid. Une raison majeure pour laquelle les Palestiniens ont voté Hamas est qu'ils le sentaient plus capable de refuser le bantoustan que le faible, l'hésitant mouvement du Fatah, qu'ils considèrent comme un peu plus qu'un policier d'Israël dans les Territoires. On voit vraiment qu'Israël, les USA et leur complice, l'Europe, veulent précisément isoler tous ceux qui résistent réellement à l'occupation tandis qu'ils « renforcent » Abbas et les « modérés » - les « modérés » étant ceux qui sont disposés à calmer les Palestiniens sans garantir leur droit fondamental à leur Etat souverain et viable. Le programme d'armement du Fatah contre son propre peuple, parrainé par les USA avec, en prêt, un général américain (Dayton), ne fait que confirmer ces soupçons, surtout s'ils rendent Abbas dépendant de forces extérieures pour sa survie.

Israël et les USA agissent dans le microcosme palestinien comme les USA dans le monde musulman, obligeant les Palestiniens à choisir entre deux options inacceptables : soit les perspectives d'un régime d'apartheid qui est tout ce que les « modérés » peuvent leur transmettre, soit une résistance continue à l'occupant et un apartheid du Hamas au prix d'un isolement international et d'un processus non souhaité d'islamisation. Où sont donc les vrais libérateurs pouvant un Etat palestinien viable tout en reconnaissant - et en lui tenant tête - Israël ? Où sont les dirigeants progressistes portant les espérances d'une majorité massive du peuple palestinien ? Où sont les dirigeants « forts » qui selon Bush manquent du côté palestinien ? Soit ils sont morts, victimes d'une campagne d'Israël de 30 années visant à éliminer tout les dirigeants compétents palestiniens, soit ils dépérissent dans des camps de réfugiés, ou en exil, ou en prison. Si Marwan Barghouti et les prisonniers de toutes les factions qui ont publié le Document des Prisonniers - le seul plan de paix viable qui a une chance de réussir - étaient libres, et libres de conduire leur peuple, alors le conflit Israël/Palestine pourrait être résolu dès demain.

Ce qui manque, naturellement, c'est la bonne foi. La volonté chez les gouvernements de soutenir les droits palestiniens contre l'apartheid israélien est totalement absente. Le quotidien israélien Ha'aretz (du 21 juin 2007), relevait le cynisme sous-jacent de la dernière rencontre Olmert-Bush. « Olmert s'est mis d'accord avec Bush durant sa visite à Washington sur la nécessité de soutenir Abbas », selon une source politique autorisée de Jérusalem. « La décision d'aider Abbas a été prise en dépit du scepticisme sur ses chances de réussite, au regard de l'expérience passée. Olmert et Bush ont convenu qu'ils ne devaient pas donner l'impression qu'Abbas échouait parce qu'Israël et les USA n'avaient pas respecté leurs engagements envers lui. »

Israël ne va pas soutenir Abbas - à moins qu'il ne devienne le collaborateur qu'Israël attend de lui, et qu'il n'est pas. Olmert a déjà fait savoir qu'il n'y aura aucune négociation pour un statut définitif dans l'immédiat. Ainsi, ni l'initiative saoudienne ni le sommet de Sharm ne mèneront à des négociations véritables. Les USA, avec leur Feuille de route moribonde, n'encourageront pas l'instauration d'un Etat palestinien viable, et l'Europe n'agira pas indépendamment dans ce sens, même dans son propre intérêt. Les Palestiniens, pour leur part, ne pourront pas parvenir à un tel Etat par eux-mêmes et continueront à être malmenés et jugés coupables de leur emprisonnement et de leur résistance.

Nos gouvernements n'ont pas tenu leurs engagements envers nous. Sauf si nous, les peuples du monde entier, nous arrivons à mobiliser une opposition populaire contre l'occupation israélo-américano-européenne, un nouveau régime d'apartheid, sur la Terre sainte, pas moins, verra bientôt le jour, juste sous nos yeux. C'est seulement quand les peuples prennent les choses en main que nos « dirigeants »

06 Juillet 2007  
[Jeff Halper](#)

Jeff Halper est le coordonnateur du [Comité israélien contre les démolitions de maisons \(ICAHD\)](#). Il est professeur d'anthropologie à l'université Ben Gurion et vit en Israël depuis 1973.

Il a beaucoup travaillé et écrit sur la société israélienne et a publié plusieurs livres.

En tant que coordonnateur de l'ICAHD, il a forgé un nouveau mode de militantisme israélien pour la paix, basé sur l'action directe non-violente et la désobéissance civile aux autorités israéliennes d'occupation, en collaboration étroite avec des organismes palestiniens.

(Source : [Jewish Peace Fellowship](#)).

Sources [Info Palestine](#)

Posté par Adriana Evangelizt

---

### 3-4 Point de vue de Jonathan Cook : Palestine : diviser pour régner, dans le style israélien.

Le boycott de l'Autorité Palestinienne par Israël et la communauté internationale leur a finalement sauté au visage avec la récente et sanglante prise de contrôle de Gaza par le Hamas.

**C'**est du moins le raisonnement de Gideon Lévy, une des voix les plus sensées qui se puissent encore trouver en Israël. « *Affamer, assécher et bloquer l'aide ne flétrit pas les consciences ni n'affaiblit les mouvements politiques. Au contraire... La réalité a réfuté le cœur des experts et des commentateurs qui prêchaient la politique de boycott. L'idée stupide qu'il est possible de faire tomber un gouvernement élu en exerçant des pressions sur une population impuissante a essuyé un échec complet.* »

**Mais** Lévy se serait-il trompé ? Les visages de politiciens israéliens et américains, y compris ceux d'Ehoud Olmert et George W. Bush, ne paraissent nullement assombris. Au contraire. Au cours de la quinzaine écoulée, on les a vus et entendus plus satisfaits d'eux-mêmes que jamais.

Le problème avec l'analyse de Lévy est qu'elle suppose qu'Israël et les Etats-Unis attendaient des sanctions qu'elles conduisent à la chute du Hamas, soit en amenant le Fatah à prendre le dessus au point de pouvoir donner le coup de grâce au gouvernement palestinien, soit en poussant des Palestiniens ordinaires à se soulever et à exiger que leur précédent choix électoral soit inversé et que le Fatah soit réinstallé. Bref, Lévy, comme la plupart des observateurs, présume que la politique visait à imposer un changement de régime.



## **Et si tel n'était pas le but des sanctions ? Dans ce cas, quels objectifs Israël et les Etats-Unis ont-ils poursuivis ?**

Le parallèle entre l'Irak et Gaza peut être instructif. Après tout, l'Irak est la seule autre expérience occidentale de sanctions appliquées pour affamer une nation. Et nous savons tous où cela a conduit : à un ancrage encore plus profond du pouvoir de Saddam Hussein.

Il est vrai que les circonstances diffèrent, en Irak et à Gaza : la plupart des Irakiens voulaient le départ de Saddam sans avoir les moyens d'opérer un changement, tandis que la plupart des Gazaouis voulaient la participation du Hamas et l'a amenée en votant pour lui aux élections de l'année dernière. Il se peut néanmoins que les Etats-Unis et Israël aient tiré un enseignement différent de l'expérience des sanctions en Irak.

De manière intentionnelle ou non, les sanctions se sont révélées un instrument très efficace dans la destruction des liens internes qui faisaient tenir ensemble la société irakienne. La misère et la faim sont de puissantes incitations à s'en prendre à son voisin aussi bien qu'à son ennemi. Une société dans laquelle les ressources - nourriture, médicaments, eau et électricité - viennent à manquer est aussi une société où chacun pense à soi. C'est une société qui, avec un petit coup de pouce, peut facilement être amenée à se déchirer.

Et c'est précisément ce que les Américains ont commencé à manigancer après leur invasion « shock and awe » (choc et effroi) de 2003. Contrairement aux précédentes interventions américaines à l'étranger, Saddam n'a pas été renversé pour être remplacé par un autre homme fort - davantage du goût de l'Occident. Au lieu d'un changement de régime, nous avons eu droit à un renversement de régime. Ou comme l'a exprimé Daniel Pipes, un des idéologues néoconservateurs de l'attaque contre l'Irak, le but était « *limité à la destruction de la tyrannie, sans parrainer son remplacement... S'occuper de l'Irak n'est ni de la responsabilité de la coalition, ni son fardeau.* »

A la place de Saddam, les Américains ont créé un abri sûr connu sous le nom de Zone Verte, à partir duquel leur régime d'occupation peut vaguement maintenir l'ordre dans le pays et superviser le vol du pétrole irakien, tout en regardant tranquillement la spirale d'une guerre civile sectaire entre les populations sunnite et chiite échapper à tout contrôle et décimer la population irakienne.

Qu'espérait accomplir Washington ? Pipes en offre un indice : « *Lorsque des terroristes sunnites visent des Chiites et vice-versa, les non-musulmans [autrement dit les forces américaines d'occupation et leurs alliés] risquent moins d'être atteints. Bref, une guerre civile en Irak constituerait une tragédie humanitaire mais pas stratégique.* » En d'autres termes, il était préférable de rendre possible une guerre civile en Irak plutôt que de permettre aux Irakiens de s'unir et d'organiser une résistance efficace à l'occupation américaine. Après tout, les morts irakiens - au moins 650.000 selon le dernier décompte réaliste - sont pour ainsi dire sans valeur, alors que la vie des soldats américains se paie par des motions appelant au retour à la maison.

Pour la cabale néocon qui se cache derrière l'invasion de l'Irak, une guerre civile semblait offrir deux résultats avantageux.

Tout d'abord, elle érodait la solidarité entre Irakiens ordinaires, épuisant leurs énergies et les rendant moins susceptibles de rejoindre ou de soutenir la résistance à l'occupation. L'insurrection est restée la source d'une terrible irritation pour les forces américaines mais sans constituer le coup fatal que cela aurait été si Sunnites et Chiites avaient combattu côte à côte. Résultat : le vol des ressources irakiennes a été facilité.

Deuxièmement, à long terme, une guerre civile rend inévitable un lent processus de partition communautaire et de nettoyage ethnique. Quatre millions d'Irakiens auraient été contraints de quitter le pays ou de fuir leurs maisons. L'Irak est en cours de morcellement en petits fiefs ethniques et religieux qu'il sera plus commode de gérer et de manipuler.

## **Est-ce là le modèle pour Gaza maintenant et plus tard pour la Cisjordanie ?**

Il vaut la peine de rappeler que ni Israël ni les Etats-Unis n'ont poussé à un allègement des sanctions contre l'Autorité Palestinienne après la formation, au début de cette année, du gouvernement d'unité nationale du Hamas et du Fatah. En fait les Etats-Unis et Israël ont eu bien de la peine à cacher leur panique devant ce développement. L'accord de la Mecque sitôt signé, les comptes-rendus des efforts investis par les Etats-Unis dans l'entraînement et l'armement des forces armées du Fatah fidèles au Président Mahmoud Abbas ont fait la matière principale des journaux.

Le soutien américain au Fatah ainsi que des arrestations continues de parlementaires du Hamas en Cisjordanie ont eu pour effet cumulé d'amener les relations déjà tendues entre Hamas et Fatah au point de rupture. Lorsque le Hamas a appris qu'encouragés par les Etats-Unis, le chef de la sécurité d'Abbas, Mohammed Dahlan, préparait un coup de force contre lui à Gaza, il a tiré le premier.

Le Fatah a-t-il réellement cru pouvoir lancer un coup de force à Gaza, étant donnée l'évidente faiblesse de ses forces là-bas, ou bien la rumeur d'un possible coup de force par le Fatah n'était-elle guère plus qu'un effet imprimé par les Etats-Unis et Israël, destiné à miner la confiance du Hamas à l'égard du Fatah et à perdre le gouvernement d'unité ? Abbas et Dahlan espéraient-ils vraiment renverser le Hamas, ou étaient-ils les idiots utiles dont les Etats-Unis et Israël avaient besoin ? Voilà des questions qui pourraient avoir à être tranchées par les historiens.

Mais comme les empreintes digitales d'Elliot Abrams, l'un des néocons ayant la plus grande longévité au sein de l'administration Bush, se retrouvent en tous points de cet épisode, nous pouvons présumer que ce que Washington et Israël projettent pour les Palestiniens aura de fortes similitudes avec ce qui a été entrepris en Irak.

En manigancant la destruction du gouvernement d'unité, Israël et les Etats-Unis se sont assurés qu'il n'y aurait pas de risque d'émergence d'un nouveau consensus palestinien, du genre à pouvoir acculer Israël à des pourparlers de paix. Un gouvernement d'unité aurait pu trouver une formule offrant à Israël :

- une reconnaissance limitée à l'intérieur des frontières d'avant 1967 en échange de la reconnaissance d'un Etat palestinien et de l'intégrité territoriale de la Cisjordanie et de Gaza ;
- un cessez-le-feu à long terme en échange de la cessation par Israël de sa campagne de violence constante et de violations incessantes de la souveraineté palestinienne ;
- et un engagement à honorer les accords passés en échange de quoi Israël se conformerait aux résolutions de l'ONU et accepterait une solution juste pour les réfugiés palestiniens.

Après des décennies de mauvaise foi israélienne et de rancœur croissante entre Fatah et Hamas, les chances de trouver un terrain d'entente pour faire une telle proposition auraient, il faut le reconnaître, été minces. Mais aujourd'hui elles sont inexistantes.

**C'est exactement ce que veut Israël**, parce qu'il n'a aucun intérêt à des pourparlers de paix sérieux avec les Palestiniens ni à un accord définitif. Israël entend seulement imposer des solutions conformes à ses intérêts qui sont de s'assurer le maximum de terres pour un Etat exclusivement juif et d'abandonner les Palestiniens à un tel degré de faiblesse et de division qu'ils ne seront jamais en mesure d'opposer un défi sérieux aux diktats d'Israël. Au lieu de quoi, le triste pouvoir du Hamas sur le camp de prisonniers appelé Gaza et le gouvernement corrompu du Fatah sur les ghettos appelés Cisjordanie offrent à Israël et aux Etats-Unis un modèle plus satisfaisant - et assez semblable à l'Irak. Quelque chose comme le diviser pour régner du shérif dans le Far West.

Tout comme en Irak, Israël et les Etats-Unis se sont assurés qu'aucun homme fort palestinien ne se lève pour remplacer Yasser Arafat. Tout comme en Irak, ils encouragent la guerre civile comme alternative à une résistance à l'occupation, tandis que les ressources de la Palestine - de la terre et non du pétrole - sont volées. Tout comme en Irak, ils provoquent une partition permanente et irréversible, dans ce cas-ci entre la Cisjordanie et Gaza, afin de créer des ghettos territoriaux plus commodes à régir. Et tout comme en Irak, la réaction probable du côté des Palestiniens est un extrémisme encore plus grand qui minera leur cause aux yeux de la communauté internationale.

### **Où cela mènera-t-il les Palestiniens ?**

Israël tire déjà les ficelles du Fatah avec une nouvelle habileté depuis l'humiliation subie par celui-ci à Gaza. Abbas jouit à présent des largesses d'Israël pour son régime corrompu de Cisjordanie, dont la décision de libérer une part substantielle des 700 millions de dollars de taxes dues aux Palestiniens (y compris ceux de Gaza, bien sûr) et retenues par Israël depuis des années. D'après les médias israéliens, le prix en a été l'engagement pris par Abbas de ne pas envisager un retour au sein d'un gouvernement d'unité avec le Hamas.

Le but sera d'amener les tensions entre le Hamas et le Fatah au point de rupture en Cisjordanie mais en s'assurant la victoire du Fatah dans cette confrontation-là. Le Fatah est déjà plus fort militairement et, avec le généreux parrainage d'Israël et des Etats-Unis - comprenant de l'armement, de l'entraînement et le possible retour de la Brigade Badr actuellement terrée en Jordanie - il devrait être en mesure de mettre le Hamas en déroute. Désirée depuis si longtemps par Israël, la différence de statut entre Gaza et la Cisjordanie, sera alors complète.

Le peuple palestinien a déjà été morcelé en une multitude de circonscriptions. Il y a les Palestiniens sous occupation, ceux qui vivent comme citoyens israéliens de seconde classe, ceux qui sont autorisés à rester « résidents » de Jérusalem et ceux qui sont dispersés dans des camps à travers le Proche-Orient. Même à l'intérieur de ces groupes, il y a une foule de sous-identités : réfugiés et non réfugiés ; réfugiés inclus parmi les citoyens de leur pays d'accueil et ceux qui sont exclus ; Palestiniens occupés vivant sous le contrôle de l'Autorité Palestinienne et ceux qui vivent sous gouvernement militaire israélien ; et ainsi de suite.

Israël a maintenant bétonné la division peut-être la plus significative de toutes : **l'absolue et irréversible séparation de Gaza et de la Cisjordanie**. Ce qui s'applique à l'un ne sera plus vrai pour l'autre. Chacun sera un cas séparé ; leurs destins ne seront plus liés. L'un sera le Hamastan, comme les Israéliens aiment à l'appeler, et l'autre le Fatahland, avec des gouvernements distincts et un traitement différent de la part d'Israël et de la communauté internationale.

### **Les raisons pour lesquelles Israël préfère cet arrangement sont multiples.**

Premièrement, la communauté internationale peut faire passer Gaza aux pertes et profits, comme cas désespéré. Les médias israéliens sont actuellement inondés de commentaires condescendants émanant de l'establishment politique et militaire, sur la manière d'éviter une crise humanitaire à Gaza, y compris par des largages de l'aide par-dessus la « clôture de sécurité » de Gaza - comme si Gaza était le Pakistan après un tremblement de terre. A en juger par l'expérience du passé et les échos menaçants venant du nouveau Ministre israélien de la Défense, Ehoud Barak, ces colis alimentaires se mueront rapidement en bombes si Gaza ne se tient pas tranquille.

Ainsi que de hauts fonctionnaires israéliens et américains l'ont formulé, la situation offre une nouvelle « clarté ». Dans le Hamastan, les militants et les civils de Gaza peuvent être pris pour cibles par Israël avec peu de discrimination et sans provoquer de tollé de la communauté internationale. Israël aura l'espoir que le message venant de Gaza ne sera pas perdu pour les Palestiniens de Cisjordanie au moment de décider à qui accorder leur soutien, au Fatah ou au Hamas.

Deuxièmement, lors de leur rencontre, la semaine dernière, Olmert et Bush ont relancé la discussion d'un Etat palestinien. Selon Olmert, Bush « souhaite concrétiser, dans le temps de son mandat, le rêve de la création d'un Etat palestinien ». Ils tiennent tous deux beaucoup à faire de rapides progrès, signe assuré qu'il y a malice. Assurément, ils savent qu'ils ne sont actuellement soumis à aucune pression pour créer, en Cisjordanie et à Gaza, l'Etat palestinien viable promis autrefois par le Président Bush. Un Mahmoud Abbas en difficulté n'appellera pas à l'inclusion de Gaza dans son fief-ghetto.

Troisièmement, la séparation de Gaza d'avec la Cisjordanie peut être utilisée pour insuffler une nouvelle vie au plan de convergence, plutôt défraîchi, d'Olmert - s'il peut lui faire revêtir de nouveaux atours. La convergence, qui demandait un retrait très limité des zones de Cisjordanie fortement peuplées de Palestiniens tandis qu'Israël annexait la plupart de ses colonies illégales et gardait la vallée du Jourdain, fut officiellement abandonnée l'été dernier après l'humiliation d'Israël par le Hezbollah.

**Pourquoi chercher à relancer la convergence ?** Parce qu'elle est la clé qui permet à Israël de s'assurer l'Etat-forteresse juif dilaté qui constitue sa seule protection sûre contre la rapide croissance démographique des Palestiniens qui l'emporteront bientôt en nombre sur les Juifs, en Terre Sainte, et les peurs d'Israël de pouvoir alors être comparé à l'Afrique du Sud de l'apartheid.

L'establishment de la sécurité israélienne a depuis longtemps mis en garde contre le fait que si l'occupation se poursuivait sans changement, les Palestiniens finiraient par ouvrir les yeux sur la seule réponse réalisable : dissoudre l'Autorité Palestinienne - **la ruse la plus ingénieuse** d'Israël pour faire porter par le leadership palestinien la responsabilité de réprimer la résistance à l'occupation - et contraindre par là Israël à payer la note de l'occupation à la place de l'Europe. L'étape suivante serait une lutte anti-apartheid en faveur d'un seul Etat couvrant la Palestine historique.

C'est pour cette raison que la séparation démographique d'avec les Palestiniens est devenue la logique de toute initiative politique israélienne majeure depuis Oslo - et y compris Oslo. La convergence exige qu'il n'y ait pas perte de contrôle d'Israël sur les vies palestiniennes, ce contrôle étant assuré par un réseau de murs pratiquement achevé, des colonies, des routes de contournement et des checkpoints, simplement un nouvel emballage de leur occupation sous la forme d'un Etat.

La plus grande objection qui est faite en Israël au plan d'Olmert - tout comme au désengagement de Gaza qui y est lié - a été l'inquiétude qu'une fois l'armée retirée unilatéralement des ghettos palestiniens, les Palestiniens seraient libres de lancer des attaques terroristes, y compris le tir de roquettes depuis leurs prisons sur Israël. La plupart des Israéliens n'envisagent évidemment jamais le rôle joué par l'occupation dans incitation à de telles attaques.

Mais Olmert peut croire avoir trouvé un moyen de faire taire les critiques intestines. Pour la première fois, il paraît sincèrement tenir à amener ses voisins arabes à s'impliquer dans l'établissement d'un « Etat » palestinien. Alors qu'il partait cette semaine pour le sommet de Charm el-Cheikh devant réunir l'Egypte, la Jordanie et Abbas, Olmert a déclaré qu'il souhaitait « *travailler conjointement à créer la plateforme pouvant mener à un nouveau commencement entre nous et les Palestiniens.* »

Voulaient-il parler de partenariat ? Une source du cabinet du Premier ministre a expliqué au Jerusalem Post pourquoi ces trois pays et Abbas se rencontraient. « *Ce sont les quatre parties directement frappées par ce qui se passe en ce moment, et ce qu'il faut c'est un niveau de coopération différent entre elles.* » Un autre porte-parole s'est lamenté de l'échec à obtenir jusqu'ici la participation des Saoudiens.

Cela semble **indiquer un changement radical** dans le point de vue israélien. Jusqu'ici, Tel Aviv considérait les Palestiniens comme un problème domestique - après tout, ils se trouvent sur une terre qui, si du moins il faut en croire la Bible, appartient légitimement aux Juifs. Toute tentative visant à internationaliser le conflit était dès lors repoussée avec acharnement.

Mais le cabinet du Premier ministre israélien parle maintenant ouvertement d'obtenir une implication plus directe du monde arabe, non seulement dans son rôle habituel de médiateur avec les Palestiniens, ni même simplement dans la surveillance des frontières contre la contrebande, mais aussi pour faire la police dans les territoires. Israël espère que l'Egypte, en particulier, est aussi inquiète que Tel Aviv de l'émergence d'un Hamastan à ses frontières et qu'elle peut être incitée à employer la même politique répressive contre les islamistes de Gaza que contre les siens propres.

De même, le principal rival politique d'Olmert, Benjamin Netanyahu, du Likoud, n'a pas seulement fait mention d'une implication égyptienne à Gaza mais même une présence militaire jordanaise en Cisjordanie. Les régimes arabes « modérés », comme Washington aime à les appeler, sont vus comme la clé permettant de développer de nouvelles idées au sujet d'une « autonomie » palestinienne et d'une « confédération » régionale. Tant qu'Israël dispose d'un collaborateur en Cisjordanie et d'un gouvernement infréquentable à Gaza, il peut croire dans sa capacité d'acculer le monde arabe à soutenir un tel « plan de paix ».

Quel sens cela aura-t-il en pratique ? Il est possible, comme le spéculait Zvi Barel de Haaretz, que nous voyions l'émergence d'une demi-douzaine de gouvernements palestiniens en charge des ghettos de Gaza, Ramallah, Jénine, Jéricho et Hébron. Chacun pourrait être encouragé à se lancer dans la concurrence pour gagner la protection et l'aide des régimes arabes « modérés », mais à la condition qu'Israël et les Etats-Unis soient satisfaits des performances de ces gouvernements palestiniens.

En d'autres termes, Israël a l'air de ressortir encore un autre plan pour administrer les Palestiniens et leur irritante obsession de souveraineté. La dernière fois, sous Oslo, les Palestiniens avaient été chargés de maintenir l'ordre de l'occupation pour le compte d'Israël.

Cette fois-ci, les Palestiniens étant bouclés dans leurs prisons séparées travesties en Etat, Israël peut croire être en mesure de trouver un nouveau géôlier pour les Palestiniens : le monde arabe.

Jonathan Cook

4 juillet 2007

The Electronic Intifada, 26 juin 2007

Source : The Electronic Intifada, [Divide and rule, Israeli style](#)

Traduit de l'anglais par Michel Ghys

Source : Info Palestine [www.info-palestine.net](http://www.info-palestine.net)

---

### 3-5 Point de vue de Jonathan Cook : Michel Warschawski. : Gaza : agressés.. Pas des rats pris au piège.

Le vieux rêve d'Ariel Sharon est en train de se réaliser : des Palestiniens qui tuent des palestiniens pendant qu'Israël compte les victimes avec une grande satisfaction. Les larmes des leaders israéliens sont des larmes de crocodile et leur supposé deuil pour les tragiques événements de Gaza une pure hypocrisie.

Les conflits sanglants étaient prévisibles, de même que la responsabilité et l'implication directe d'Israël et des Etats-Unis sont patentes. Dans les analyses de nombreux journalistes israéliens la responsabilité d'Israël semble être indirecte : « 1,4 million de personnes enfermées dans un territoire aussi petit que la Bande de Gaza, sans aucune possibilité de mener une vie économique régulière et sans aucune possibilité de fuite, sont fatalement destinées à s'entretuer, comme des rats pris au piège ».

Cette métaphore zoologique n'est pas seulement typiquement raciste, elle est aussi fondée sur une grosse méprise. Parce que l'attitude d'Israël et des USA dans les épisodes actuels ne se limite pas à favoriser les conditions pour un conflit interne palestinien. Pendant des mois le Département d'Etat étasunien a encouragé la direction d'Al Fatah à lancer une offensive militaire contre le Hamas et, il y a deux semaines, Israël a donné sa propre autorisation à l'entrée d'une grosse quantité d'armes pour les milices du Fatah présentes à Gaza. Qui est l'agresseur ?

Je crois qu'il est nécessaire d'indiquer immédiatement ce qui devrait être évident : le Hamas a écrasé le Fatah aux dernières élections palestiniennes, à la suite d'un processus électoral que toute la communauté internationale, Washington comprise, n'a pas hésité à définir comme « le plus démocratique dans l'histoire du Moyen-Orient ». Un processus démocratique incontestable et un soutien populaire massif, peu de régimes peuvent se vanter d'une telle légitimité. Malgré cette victoire éclatante, le Hamas a accepté de partager le pouvoir avec le Fatah dans un gouvernement d'unité nationale, sous l'égide de l'Arabie saoudite et de l'Egypte, accueilli favorablement par la communauté internationale, à l'exception de Washington et de Tel Aviv. L'agenda politique du nouveau gouvernement a reconnu, *de facto*, l'Etat d'Israël, et adopté la stratégie de la négociation fondée sur les mécanismes d'Oslo. La plateforme gouvernementale modérée du Hamas, cependant, a du faire face à deux ennemis puissants : une partie des fonctionnaires du Fatah qui n'était pas encore prête à renoncer à son propre monopole politique et, de l'autre côté, les gouvernements néo-cons israélien et étasunien, qui sont en train de mener un croisade globale contre l'Islam politique.

Muhammad Dahlan, ex-commandant des « Forces de sécurité Préventive » et actuel conseiller à la sécurité nationale de Mahmoud Abbas, représente les deux : il est à la fois l'exécuter matériel des plans de Washington, et le représentant de ce type de fonctionnaire du Fatah corrompu et prêt à faire n'importe quoi pour ne pas perdre ses propres gains.

Depuis la victoire électorale du Hamas, les milices de Dahlan ont continuellement provoqué le gouvernement, en assaillant les milices du Hamas et en refusant de déléguer le contrôle des forces de police au gouvernement. Malgré les offensives de Dahlan, le Hamas a essayé par tous les moyens de trouver un compromis avec ce dernier, demandant à ses propres militants de s'abstenir d'éventuelles mesures de rétorsion. Cependant, quand il est apparu clairement que Dahlan ne cherchait pas de compromis, mais plutôt essayait de neutraliser le Hamas, l'organisation islamique n'a eu comme alternative que se défendre et contre-attaquer. Le plan israélien étasunien fait partie d'une stratégie globale destinée à imposer des gouvernements fidèles à ses propres intérêts, en opposition avec la population locale.

L'Algérie fournit un exemple de ce genre de stratégie, mais aussi de son échec et de son coût humain très lourd : l'indiscutable victoire, en 1991, du FIS (Front Islamique du Salut) sur le Fln, désormais corrompu et discrédité, fut suivie d'un coup d'état, soutenu par la France et par les Etats-Unis, qui ouvrirent la route à une guerre civile qui a duré plus d'une décennie, et qui est responsable de la mort de plus de cent mille victimes civiles.

Ayant appris la leçon de la tragédie algérienne, le Hamas a décidé de ne pas laisser que les plans de Dahlan lui permettent de prendre le pouvoir par la force. S'appuyant sur le consensus d'une bonne partie de la population locale, les militants du Hamas ont battu le Fatah en deux jours, bien que ces derniers aient eu à leur disposition une grande quantité d'armes fournie par Israël. Jusqu'après sa victoire écrasante sur le Fatah, la direction du Hamas a réaffirmé sa ferme intention de maintenir un gouvernement d'unité nationale, et de ne pas vouloir exploiter le coup d'état tenté par le Fatah comme prétexte pour extirper cette organisation ou l'exclure du gouvernement. Par contre, les dirigeants du Fatah ont décidé d'interrompre tout rapport avec le Hamas et de former, en Cisjordanie, un nouveau gouvernement sans la présence des islamistes. Un autre vieux rêve d'Ariel Sharon est en train de se réaliser : la séparation complète entre la Cisjordanie et Gaza, cette dernière étant considérée comme un « Hamastan » sans issue, entité terroriste où n'existent pas de civils mais seulement des

terroristes à mettre en état de siège, destinés à être affamés. Washington, qui embrasse sans réserve cette stratégie, a promis son soutien illimité à Mahmoud Abas et à son nouveau bantoustan en Cisjordanie, au point qu'Olmert a décidé de lui accorder une partie de l'argent palestinien qui est encore aux mains du gouvernement israélien. Un des objectifs de l'administration israélienne et de celle des Etats-Unis n'a cependant pas été atteint : le chaos ne règne pas à Gaza. Au contraire, comme a déclaré le 19 juin à Haaretz un officier de la sécurité palestinienne : « La ville n'a pas été tranquille pendant très longtemps. Je préfère la situation actuelle à celle d'avant. Je peux enfin sortir de chez moi ».

L'extirpation des bandes du Fatah à Gaza pourrait signer la fin d'une longue période d'anarchie et permettre le retour à un mode de vie plus stable. Les récents événements confirment que le Hamas peut imposer son contrôle. Les discours d'Israël à propos de la guerre civile palestinienne ne sont que des vœux. L'affrontement armé a eu lieu exclusivement entre milices armées et si, malheureusement, il y a eu des victimes chez les civils, il s'est agi de ce que l'armée étasunienne appellerait des « dommages collatéraux ». La population est sans aucun doute politiquement cassée, en Cisjordanie comme à Gaza, mais pas en conflit, du moins pas pour le moment. A partir du moment où Gaza est considérée comme un interlocuteur hostile et que toute sa population s'est rassemblée autour du Hamas, elle se trouvera être l'objectif d'une agression brutale de la part d'Israël : des incursions militaires possibles, des bombardements et un embargo alimentaire. C'est pour ça que notre priorité, en Israël comme dans le reste du monde, est celle d'apporter toute notre solidarité à l'égard de Gaza et de sa population.

**Michel Warschawski**

Militant antisioniste et écrivain israélien, Michel Warschawski est le co-directeur de l'Alternative Information Center (Centre d'information et de documentation israélo-palestinien).

En 1982, il a été l'un des fondateurs de « Yesh Gvul », mouvement d'officiers de réserve et de soldats contre la guerre au Liban et l'Occupation israélienne.

Voix parmi les plus radicales de la gauche israélienne, et pacifiste de longue date, Michel Warschawski lutte depuis plus de trente ans pour une « paix juste » avec les Palestiniens et pour une démocratisation de l'Etat d'Israël

Il a publié *Le Défi Bi-national*, Textuel, 2000 ; *Sur la Frontière*, Stock, 2002 ; *À Tombeau Ouvert*, La Fabrique, 2003 ; *Contre Chœur* (en collaboration avec Michèle Sibony), Textuel, 2003.

*Il manifesto*, jeudi 21 juin 2007.

Source : il manifesto [www.ilmanifesto.it](http://www.ilmanifesto.it)

Traduction vers l'italien de Sarah V. Barberis

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

---

## 3-6 Centre d'Information sur la Résistance en Palestine : Légalité et légitimité de la résistance.

Aider Israël ou comment rendre la résistance illégale

L'armée sioniste reprend ses attaques meurtrières et commet les massacres de Beit Hanoun, aidée par des officiers américains. Mais, à part massacrer et détruire, Israël ne parvint ni à libérer son soldat ni à porter des coups à la résistance héroïque de Beit Hanoun. Peu après, la résistance du Hizbullah au Liban menait une opération similaire « Promesses sincères », à la frontière nord, toujours dans le même but d'échange de prisonniers. Là aussi, Israël se lance dans une guerre meurtrière, soutenue par les puissances occidentales et des régimes arabes, il commet des dizaines de massacres, détruit infrastructures et maisons, sans parvenir à faire plier la résistance, qui sort plus victorieuse que jamais.

Les victoires remportées par les résistances palestinienne et libanaise ont fait peur, non seulement à Israël et ses alliés internationaux, mais aux régimes arabes et à certaines élites politiques et intellectuelles arabes, au Liban et en Palestine inclus.

Ils ont refusé ces victoires (minimes certes par rapport à l'objectif de la libération de la Palestine, mais importantes et significatives dans le cadre du rapport de force actuel) et ont agi, avec toute leur énergie, en symbiose totale avec les Etats-Unis, l'Union européenne et les forces coloniales dans le monde, pour réduire l'impact de ces victoires. Impact sur Israël, d'abord, en faisant des concessions gratuites à l'Etat spoliateur afin de l'aider à se relever après sa double défaite, mais impact aussi sur les sociétés palestinienne et libanaise en minimisant la portée de la résistance

(voir les réactions de ces élites et régimes au rapport Vinograd, où seul l'aspect « démocratique » de l'Etat sioniste fut pris en considération).

En Palestine, ce sont, entre autres, les attermolements de l'Autorité sur le dossier des prisonniers, les efforts faits par les appareils sécuritaires pour retrouver et remettre gratuitement le soldat capturé aux autorités sionistes, donnant ainsi à l'Etat d'Israël le droit de gérer et de diriger lui-même les négociations, comme si la résistance

n'avait aucun poids ou comme si elle avait commis un acte illégal. Ce sont aussi toutes les déclarations présidentielles dénonçant les opérations militaires et les frappes sur Sderot et autres colonies autour de Gaza, voulant les faire passer pour des actes violents et illégaux. En fait, la résistance a gêné ces élites politiques qui auraient pu s'y appuyer, si elles n'avaient pas entièrement abandonné l'esprit de la lutte de libération, pour entamer des négociations la tête haute, puisque telle est leur démarche. C'est la « stratégie de la négociation », l'unique stratégie développée par Mahmoud Abbas et son équipe, rompant ainsi avec la stratégie du martyr Arafat qui a mené de front deux stratégies, jusqu'au dernier souffle de sa vie.

Au Liban, une situation presque identique se met en place pour limiter le poids de la victoire, afficher profil bas face aux Etats-Unis et aux puissances étrangères, mendier de l'argent au lieu de réclamer des réparations, refuser de dénoncer les crimes israéliens mais dénoncer la résistance, faire tout pour faire croire que le Liban (le Hizbullah) fut l'agresseur et Israël la victime. Ce fut la tâche du gouvernement de Sanioura devenu anticonstitutionnel après la démission du plus d'un tiers de ses membres.

Tous les efforts de ces Arabes vont dans le sens de délégaliser et délégitimer les résistances, ou la voie de la résistance, aux yeux des peuples arabes, faisant croire encore une fois que les différents territoires occupés par l'Etat sioniste seraient libérés par la voie diplomatique et par les rencontres au sommet, que ce qu'ils qualifient de violence et même terrorisme serait néfaste aux peuples avant tout et à la stabilité régionale. Ils se posent alors en volontaires pour défendre cette stabilité qui permet à l'Etat sioniste de reprendre son souffle et même son offensive militaire et politique contre le peuple palestinien et les organisations de la résistance. Ils justifient leur rôle en accusant l'Iran et la Syrie de vouloir déstabiliser la région, mais n'accusent jamais Israël, les Etats-Unis ou l'Europe de plonger la région dans un gouffre.

Le constat auquel on aboutit en septembre 2006 est que nous sommes effectivement dans une nouvelle phase, où une partie des Etats arabes, sinon la majorité, mais aussi certaines élites politiques en Palestine et au Liban font partie prenante de l'axe américano-sioniste, préférant leur propre défaite à celle de l'Etat sioniste ou plus correctement, considérant que la défaite des sionistes signifie la leur. Avec l'aide américaine, ils forment le Quartet arabe mais aussi d'autres alliances en vue de maintenir la suprématie israélienne dans la région, maintenir leur propre asservissement aux intérêts américano-sionistes et trouver les moyens de briser les résistances, en limitant leur influence dans leurs propres pays et en les impliquant dans des guerres fratricides. C'est ce qui s'est passé avec les plans Welsh et Dayton. Au Liban, déstabilisation sécuritaire et sociale, menace d'éclatement du pays, armement des milices des forces gouvernementales (Geagea, Jumblatt, Hariri) et en Palestine, où l'occupation sioniste sévit, l'anarchie sécuritaire se développe à l'ombre des milices armées dont personne ne sait plus pourquoi elles le sont et contre qui elles dirigent leurs armes. Dans la bande de Gaza, nous voyons réapparaître les conflits familiaux réglés par balles et les enlèvements des étrangers, les appareils sécuritaires de l'Autorité sont de plus en plus financés par les puissances étrangères, prêtes à payer pour des moyens sécuritaires tout en poursuivant un blocus meurtrier contre le peuple et ses institutions civiles, avec en fond une crise politique dans les deux pays.

Si au Liban, les forces du gouvernement ont, depuis le mois de septembre, opté ouvertement pour le discours extrémiste et se montrent prêtes, fortes du soutien américain et français, à aller vers une guerre civile plutôt que s'entendre avec l'opposition, la situation n'a pas été la même en Palestine, même si certaines élites furent séduites par l'exemple libanais. Car la Palestine gît toute entière sous l'occupation et à moins d'un retrait significatif des territoires occupés, la libération significative de prisonniers, la cessation de l'implantation de colonies et la destruction du mur de l'annexion, aucune voix palestinienne ne peut s'allier avec le gouvernement sioniste.

A notre avis, la comparaison faite par des journalistes ou forces politiques entre le gouvernement de Mahmoud Abbas ou les forces sécuritaires d'une part et le collaborateur-traître Lahd au sud-Liban (général libanais ayant administré pour le compte des sionistes de vastes territoires du sud-Liban entre 1978 et 2000 et qui vit actuellement dans l'Etat sioniste, avec ses proches collaborateurs) n'est pas exacte. Ni Mahmoud Abbas, ni même Dahlan ne sont des Lahd, mais ce sont tout simplement des Sanioura, des Jumblatt et Geagea, et c'est amplement suffisant. On ne règle pas un conflit avec ces nouvelles forces pro-américaines, soutenues par des régimes arabes, comme on règle le sort de Lahd, bien qu'il y ait des Lahd parmi les Palestiniens, qui doivent être jugés pour collaboration avec l'ennemi par les forces légales palestiniennes.

Dans cette ambiance qu'ils ont rendue défaitiste, les Etats arabes se rencontrent pour un sommet, à Riyad, début avril 2007 et où ils envisagent, en plus des concessions faites au sommet de Beirut, de remettre en cause le droit au retour des réfugiés, d'une manière claire et sans ambiguïté. Il a fallu une mobilisation importante des communautés palestiniennes dans le monde appuyée par quelques Etats pour que le sommet arabe ne fasse aucune déclaration à ce sujet, tout en faisant des concessions supplémentaires aux sionistes, avec l'institution d'une commission, avec l'Egypte et la Jordanie, pour normaliser les relations avec l'Etat spoliateur.

Mais ces molles résolutions qui, de l'avis de plus d'un commentateur arabe, sont bien en-deça de ce que peuvent réclamer les Etats arabes après une cuisante défaite israélienne, restent insuffisantes pour Israël.

Juste après ce sommet arabe, Livni, ministre de l'Etat sioniste aux affaires étrangères se rend en Egypte pour déclarer que « le plan arabe de paix » ne peut être accepté avant que la clause du droit au retour des Palestiniens ne soit supprimée.

Les déclarations des responsables sionistes sont décisives et peuvent aider à comprendre pourquoi le camp palestinien de Nahr el-Bared, au Liban, a subi le dernier assaut. Il est vrai que le groupe de Fateh el-Islam fut installé dans le camp pour servir un agenda libanais, créer une situation conflictuelle avec les forces de la résistance, libanaise et palestinienne à la fois. Mais l'agenda arabe intervient après le mois d'avril pour faire du camp de Nahr el-Bared un laboratoire d'essai en vue de :

- 1) remettre en cause les accords du Caire de 1969 qui régissent la présence armée palestinienne au Liban,
- 2) démanteler « légalement » un camp palestinien et disperser sa population entre installation définitive au Liban et exil vers d'autres pays.
- 3) affaiblir l'armée libanaise et la rendre dépendante de l'aide américaine.

Un mois après le début de la destruction du camp palestinien, dont la population s'élevait à 45.000 personnes environ, que reste-t-il ?

- Un camp entièrement détruit avec une approbation populaire inégalée au Liban pour ce genre d'actes, puisqu'il s'agit d'un « lutte nationale contre le terrorisme ». La question posée par Sayyid Nasrullah, au début de la destruction du camp, reste légitime : s'il s'était agi d'un village libanais, aurait-il été détruit de la même manière ? – Plus de 40.000 réfugiés palestiniens ont tout perdu et sont dispersés dans plusieurs camps du Liban, et surtout dans le petit camp de Baddawi, déjà surpeuplé.

– Il n'est pas certain que les réfugiés puissent revenir au camp après la fin des combats, puisque le gouvernement libanais de Sanioura parle de quartiers piégés (comme au sud-Liban, où Israël a déversé des tonnes de bombes juste avant la fin de sa guerre, pour empêcher la population de retourner). Mais contrairement aux Libanais du Sud qui sont quand même retournés, bravant les bombes et ceux qui les ont lancés, la population de Nahr al-Bared ne peut braver l'armée libanaise et une opinion devenue hostile à la présence palestinienne dans le nord, faisant porter la responsabilité de ce qui s'est passé à l'ensemble des Palestiniens.

La bataille de Nahr el-Bared est un laboratoire d'essai pour les réfugiés palestiniens au Liban. Pour rayer le droit au retour des réfugiés, il est nécessaire de démanteler leur présence, en tant que réfugiés, dans les pays arabes, et le Liban est le pays où cette question est la plus cruciale, étant donné que leur présence est particulière : sans droits civiques mais avec des droits politiques inespérés dans d'autres pays arabes accordés par les accords du Caire. La destruction du camp et ses implications politiques risquent d'inverser les droits : suppression des accords du Caire tout en accordant des droits civiques élargis à une partie de la population palestinienne, le reste étant conviée à aller vivre et travailler ailleurs.

Les porte-paroles au Liban de ce plan diabolique visant le droit au retour des Palestiniens sont nombreux, rassemblant les anciens ennemis des Palestiniens comme Geagea et les anciens « amis » comme Hariri, dont le père martyr avait déjà étudié le plan de leur installation définitive, moyennant finances. Ce n'est pas fortuit que plusieurs voix s'élèvent pour parler des accords du Caire, à ce moment, remettant en cause la présence militaire et militante palestinienne au Liban. Et, pour rendre les choses plus complexes encore, il semblerait que le Fateh au Liban, du moins son porte-parole, et même la représentation de l'OLP, ne soient pas si étrangers à l'application de ce plan.

Sinon, comment comprendre leur empressement à préférer la solution militaire à la solution politique, alors que la solution militaire signifie la destruction du camp, comment comprendre les accusations portées contre le délégué de l'union des ulémas palestiniens, l'accusant de connivence avec Fateh al-Islam, alors qu'il essayait de négocier la fin des combats et la reddition de ces derniers ?

Comment comprendre ces prises de position unilatérales du représentant du Fateh, hors de l'unanimité palestinienne représentée par toutes les organisations palestiniennes, et qui participerait, semble-t-il, aux côtés de l'armée libanaise aux combats en cours ?

La crise palestinienne dans les territoires occupés ajoutera à cette complexité, lorsque ce représentant du Fateh menacera le Hamas au Liban, attaquera ses locaux à Baddawi et organisera une manifestation contre le Hamas à Rashidiyyeh au sud-Liban, comme s'il voulait déclencher une guerre inter-palestinienne dans les camps du Liban, au moment où la situation née de la destruction du camp de Nahr el-Bared exige une entente palestinienne générale pour protéger les acquis palestiniens dans ce pays déjà en crise.

Simultanément à la situation dans les territoires occupés et au Liban, où la voie de la résistance est visée, et notamment dans les camps palestiniens où c'est le droit au retour des réfugiés qui semble menacé, l'Etat sioniste déclenche sa propre guerre interne contre les Palestiniens de 48, en portant de graves accusations contre Azmi Bishara, député et président du Rassemblement national démocratique. Au-delà de Azmi Bishara, c'est l'expression et la résistance politiques des Palestiniens de 48 qui sont menacées.

Israël, secouru par les puissances occidentales et leurs amis arabes, se lance à l'assaut des droits palestiniens, acquis grâce aux luttes populaires depuis les années 50. Il s'agit là aussi de délégaliser la résistance politique des Palestiniens de 48 en la faisant passer pour une atteinte sécuritaire surtout que depuis 2000, cette résistance politique a fait de grands pas en avant, en mobilisant de larges secteurs des Palestiniens, sur les thèmes de la défense de la terre et des droits nationaux, la défense des lieux saints, la lutte pour le droit au retour des réfugiés, la liaison et le rattachement du sort avec tous les palestiniens, des territoires occupés et de l'exil. C'est leur place dans l'OLP qu'ils revendiquent de plus en plus, en tant que partie intégrante du peuple palestinien. C'est contre la montée d'une telle force à l'intérieur même de l'entité sioniste que ses appareils sécuritaires ont donné l'assaut d'abord contre Sheikh Raed Salah en 2002, puis récemment contre Azmi Bishara.

Là aussi, la plupart des pays arabes ont non seulement abandonné les Palestiniens de l'intérieur, mais ont souscrit à l'idée d'un Etat juif pour les Juifs. Dans une récente interview du secrétaire général du Jihad islamique par la chaîne al-Jazeera, à propos de la crise palestinienne actuelle, Ramadan Abdallah Shallah s'étonne de l'attitude de certains pays arabes prêts à reconnaître et à vivre aux côtés d'un Etat juif, au moment où ils brandissent l'épouvantail d'un « Etat islamique à Gaza » qui serait, d'après eux, le projet du Hamas.

La vague américaine en guerre contre le « terrorisme » a finalement gagné à elle certaines élites et certains régimes arabes, qui craignent pour leur audience ou survie avec l'avancée de la résistance. Ces régimes et ces élites, notamment dans les pays les plus concernés comme la Palestine et le Liban, préfèrent maintenir la domination sioniste plutôt de voir la région déstabilisée du fait de la victoire de la résistance. Ils sont prêts à déclencher des guerres internes et civiles, à morceler des territoires plutôt que de permettre à la voix de la résistance, légale et légitime, d'avancer vers le pouvoir. Mais ils sont pressés, car pour se maintenir eux-mêmes au pouvoir et gagner leur popularité, ils doivent acquérir les droits spoliés, que ce soit en Palestine et au Liban.

La rencontre de Sharm el-sheikh du lundi 25 juin 2007 a montré les limites auxquelles ils peuvent espérer et les failles de leur stratégie. Bien que Mahmoud Abbas ait dénoncé « la violence et le terrorisme », Olmert n'a voulu rendre qu'une partie de l'argent volé à l'Autorité, de quoi obliger celle-ci à mendier et triste sort, seuls 250 prisonniers du Fatah « dont les mains ne sont pas entâchées de sang » seront libres, sur les 12.000 prisonniers palestiniens. Mais il a évidemment promis son « soutien » politique, sans aborder ni les incursions, ni les barrages, ni les colonies, ni la judaïsation d'al-Quds.

Il en faut certainement plus pour le pouvoir de Mahmoud Abbas et son gouvernement anticonstitutionnel s'ils veulent gagner le peuple palestinien et éradiquer l'influence du Hamas, comme le promettent les éradicateurs. Mais peuvent-ils vraiment amener, malgré toutes les concessions faites, Israël à rendre quelque chose de significatif et de valable, même en mobilisant à leurs côtés les puissances internationales ? Et d'ailleurs, pourquoi celles-ci se mobiliseraient-elles à leurs côtés quand ils se sont eux-mêmes liés d'avance les mains et les pieds en tournant le dos à la stratégie de la résistance ?

C'est par sa connaissance profonde de la nature de l'Etat sioniste, qui ne rend rien, que contraint et forcé par les armes, que la résistance a gagné et gagnera la bataille, malgré la mobilisation de toutes les forces et élites pro-américaines dans la région. La résistance n'est pas pressée, elle a l'avenir pour elle. Il lui faut juste savoir examiner les phases de la longue bataille et agir en conséquence, pour préserver ses forces et les maintenir dirigées contre l'Etat sioniste spoliateur.

FIN

Centre d'Information sur la Résistance en Palestine

---

### 3-7 Point de vue de WSWS : La crise de Gaza et la faillite du nationalisme palestinien.

La formation d'un nouveau gouvernement par le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, et la déclaration de l'état d'urgence après une semaine de guerre civile entre le Fatah et le Hamas à Gaza qui s'est terminée par la victoire du mouvement islamiste, ont abouti à la consolidation de facto de la division politique entre la Cisjordanie et la Bande de Gaza.

Le gouvernement qui a été formé par décret présidentiel est placé sous la tutelle directe des Etats-Unis et d'Israël et sera dirigé par leurs agents, Abbas et son premier ministre Salam Fayad, un ancien fonctionnaire de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international.

Le premier pas consiste à mettre en place un régime client dirigé par Abbas et dont la première tâche est d'éradiquer l'influence politique du Hamas en Cisjordanie, en commençant par l'arrestation et l'emprisonnement de son personnel dirigeant. Des hommes armés du Fatah ont déjà pris d'assaut les institutions contrôlées par le Hamas à Ramallah et à Naplouse. Abbas a publié une série de décrets présidentiels proclamant illégale la branche armée du Hamas, les brigades Izzedine Al Kassam, et son exécutif paramilitaire.

Les Etats-Unis, Israël et l'Union européenne ont déjà fait savoir qu'ils fourniraient un soutien financier à Abbas et lèveront les sanctions internationales pour la Cisjordanie. Mais le blocus commercial et militaire de Gaza, où un million et demi de Palestiniens font face à une accablante pauvreté et à une pénurie de nourriture, va lui, être renforcé.

Ces démarches ne sont que le prélude à une campagne politique, économique et militaire visant la bande de Gaza.



Les frontières de Gaza ont été fermées par Israël et l’Egypte. Israël menace de bloquer l’approvisionnement en carburant.

Mardi, des chars israéliens sont entrés dans Gaza pour la première fois depuis que les combats ont commencé entre le Fatah et le Hamas. Les chars ont franchi le point de passage d’Erez (Beit Hanoun) où quelque 500 partisans en fuite du Fatah ont été pris au piège pendant cinq jours. Un bulldozer de l’armée israélienne a démoli une barrière en dur et il y a eu un échange de tirs.

De sources israéliennes, on apprend que les chars ne resteront à Gaza que durant un « temps limité ». Mais le journal britannique *Sunday Times* a rapporté qu’Israël préparait une attaque majeure dans les prochaines semaines.

Le *Times* a cité des sources provenant de la hiérarchie militaire israélienne et détaillant une offensive à laquelle participeraient 20.000 soldats. Celle-ci aurait pour objectif d’anéantir « en quelques jours le gros de la capacité militaire du Hamas » et serait probablement « déclenchée par des attaques de missiles sur Israël ou une reprise des attentats suicides. » L’on rapporte que le ministre israélien de la Défense, Ehoud Barak, du Parti travailliste, aurait demandé des plans détaillés pour le déploiement de deux divisions blindées et d’une division d’infanterie, auxquelles s’ajouteraient des drones et des avions de combat F-16. Une source proche de Barak a dit, « La question n’est pas de savoir si, mais quand et comment » une telle attaque serait organisée.

Plus inquiétantes encore sont les allusions constantes faites dans les médias à un « choc des civilisations » et qui lient un soutien aux tentatives d’Israël d’écraser le Hamas à des exigences d’action militaire contre l’Iran.

### **Les Etats-Unis et Israël provoquent la guerre civile.**

Le Hamas est arrivé au pouvoir aux élections de janvier 2006 principalement en raison du vaste mécontentement engendré par la corruption et le népotisme du Fatah, considéré par beaucoup comme le représentant d’une poignée de multimillionnaires et comme un gendarme au service des Etats-Unis et d’Israël.

Les puissances occidentales ont refusé de reconnaître le résultat d’un vote démocratique, elles ont imposé des sanctions visant à renverser le gouvernement en place et à en installer un qui soit totalement contrôlé par Abbas. Les calculs d’Israël et des Etats-Unis avaient toujours pour base d’obliger le Fatah et les forces de sécurité considérables d’Abbas à s’attaquer au Hamas. Mais leur erreur résidait dans une sous-estimation du degré d’hostilité de la population de Gaza à l’encontre du Fatah et dans une surestimation de la capacité de combat du Fatah

Le Hamas profite de l’opposition politique aux efforts entrepris par le Fatah pour rallier les Palestiniens à la « Road Map » (« Feuille de route ») du gouvernement Bush et à un accord conclu dont les termes étaient dictés par Israël, comprenant l’annexion permanente de la plus grande partie de la Cisjordanie et le refus du droit au retour des immigrés palestiniens.

Mais le Hamas n’offre aucune alternative viable au peuple palestinien. Sa perspective, avec son adoption de l’intégrisme religieux est, en essence, une forme plus extrême de nationalisme. Il exprime les intérêts de sections de la bourgeoisie arabe et non les intérêts des travailleurs et des paysans.

Sa défense du fanatisme religieux, d’un antisémitisme véhément et des attentats terroristes est rejetée par un très grand nombre de Palestiniens qui ne se font guère d’illusions sur le Fatah. D’autre part, il écoëure profondément les centaines de milliers de travailleurs israéliens qui aspirent à la paix avec leurs voisins arabes. En effet, il est impossible d’imaginer une politique plus apte à empêcher toute possibilité de lutte politique unifiée entre travailleurs juifs et arabes.

De plus, malgré sa rhétorique et ses actions armées sporadiques, le Hamas n’est pas sérieusement opposé au système des Etats tel qu’il est dicté par l’impérialisme au Proche-Orient ; il cherche à parvenir à son propre accord, tant avec les Etats-Unis qu’avec Israël.

### **L’impasse du nationalisme**

Ces événements ont mis fin, une bonne fois pour toute, à la promesse contenue dans les Accords d’Oslo de 1993 d’aboutir à la cohabitation de deux Etats, Palestine et Israël, et qui furent signés par le Fatah sous la direction de Yasser Arafat ; on avait appelé cela la « solution des deux Etats ». Les Palestiniens évoquent à présent avec amertume une « solution des trois Etats. »

Sur un plan plus fondamental, la division entre Gaza et la Cisjordanie représente le naufrage final de la perspective nationaliste sur laquelle s’est fondée la lutte des Palestiniens contre l’usurpation et la répression israéliennes.

Il y a une dimension extrêmement tragique à ce conflit fratricide entre Palestiniens qui ont lutté pendant six décennies contre l’expulsion et l’occupation militaire. Mais l’effondrement du projet national palestinien encouragera inévitablement la jeunesse et les travailleurs palestiniens ainsi que leurs homologues israéliens à rechercher une issue au cycle de l’oppression, de la mort et de la violence qui tourmente la région depuis la création d’Israël en tant qu’Etat juif.

Il est impératif de tirer les leçons politiques de l’échec historique du Fatah et de sa transformation en un instrument docile de Washington. La débâcle infligée aux masses palestiniennes n’est pas avant tout la conséquence de la corruption, mais découle de l’impossibilité de sauvegarder leurs droits démocratiques et leurs aspirations sociales sur la base de la perspective nationaliste bourgeoise du Fatah.

L’impasse actuelle démontre l’impossibilité de garantir les droits démocratiques et les besoins sociaux des masses palestiniennes sans un programme qui unisse les travailleurs arabes et juifs dans une lutte commune

pour un Proche-Orient socialiste, contre l'ensemble de l'*establishment* impérialiste et contre tous les régimes qui le soutiennent, c'est-à-dire les Etats bourgeois arabes, autant qu'Israël.

### **Leçons historiques**

Le Fatah a pris la direction de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) car il était le plus radical des divers mouvements nationaux qui étaient alors en concurrence. Il s'est constitué une base populaire parmi de vastes sections de la population palestinienne en raison de sa défense déterminée d'une lutte armée contre Israël.

Mais sa perspective d'établir une Palestine démocratique et laïque n'a jamais été en mesure de servir de base à l'unification des travailleurs juifs et arabes, indispensable au renversement d'Israël en tant qu'Etat sioniste. Une telle lutte politique fondamentale doit nécessairement être basée sur une perspective de la révolution socialiste se donnant pour objectif la libération non seulement des Palestiniens et des Juifs, mais encore de tous les peuples du Proche-Orient, libération tant de l'oppression impérialiste que de l'oppression de classe.

La bourgeoisie israélienne n'est qu'un agent local, parmi d'autres, par lequel l'impérialisme exerce sa domination sur le Proche-Orient. Il y a aussi les divers Etats arabes qui imposent leur propre régime despotique aux masses. Mais le Fatah et l'OLP dans son ensemble ne pouvaient pas organiser une mobilisation politique indépendante de la classe ouvrière et de la paysannerie contre la bourgeoisie juive et arabe. Bien qu'il renfermât des éléments sociaux disparates et qu'il ait comporté un important cadre ouvrier et paysan, le Fatah était en fin de compte dominé par la bourgeoisie palestinienne en exil dont il devint le représentant politique.

En dépit de la glorification de la « lutte armée » par une multitude de tendances radicales, la campagne militaire de l'OLP, y compris son recours au terrorisme, fut lancée dans le but d'aboutir à un accord négocié avec l'impérialisme qui garantirait à la bourgeoisie palestinienne une place au sein du système d'Etats du Proche-Orient, dominé par l'impérialisme.

L'opposition du Fatah à l'impérialisme a toujours eu pour condition d'empêcher que ne se développe dans la classe ouvrière un mouvement menaçant la domination du capital. L'OLP insistait à cette fin sur sa position d'« unique représentant légitime du peuple palestinien » et sur le principe que la lutte nationale excluait tout autre conflit entre Palestiniens. Sa charte insistait sur le fait qu'elle allait « coopérer avec tous les Etats arabes », qu'elle allait « adopter parmi eux une politique neutre » et n'allait « s'ingérer dans les affaires intérieures d'aucun Etat arabe. »

Le refus de l'OLP de défier l'élite dirigeante arabe a rendu impossible le développement d'un mouvement anti-impérialiste sur une base de classe et qui dépasse toutes les divisions nationales, ethniques et religieuses, notamment entre Juifs et Arabes. Au lieu de cela, malgré tout l'héroïsme et le sacrifice personnel manifestés par Arafat et ses alliés les plus proches, le Fatah en fut réduit à une politique de la manœuvre permanente ayant pour but l'obtention de soutien des divers régimes arabes pour que ceux-ci placent « la question palestinienne » au cœur de leurs conflits territoriaux avec Israël.

L'amère expérience historique devait démontrer que l'assujettissement du peuple palestinien fut perpétué, en grande partie, grâce à la bourgeoisie arabe.

A l'échelle mondiale, sa perspective nationaliste a rendu l'OLP tributaire des manœuvres, visant à déterminer qui dominerait un Proche-Orient riche en pétrole, entre la bureaucratie stalinienne soviétique et l'impérialisme américain. La capacité des Etats arabes à défier Israël dépendait, en fin de compte, soit du soutien militaire de l'Union soviétique, soit de leur capacité à faire pression sur les Etats-Unis en se servant de la menace d'un accroissement de l'influence soviétique.

### **1973, la guerre du Yom Kippour**

La guerre du Yom Kippour de 1973 s'avéra être un tournant dans la politique mondiale et celle du Proche-Orient, et en conséquence dans la destinée politique du mouvement national palestinien. Après quelques premiers succès militaires de l'Egypte et de la Syrie, les Etats-Unis entreprirent résolument d'empêcher la défaite d'Israël. De son côté, afin de sauvegarder « l'équilibre des pouvoirs » au Proche-Orient et sur le plan international, l'Union soviétique rejoignit Washington pour insister sur un cessez-le-feu qui permettrait à Tel-Aviv de garder le contrôle des territoires qu'ils occupaient depuis la Guerre des Six Jours de 1967 (la Cisjordanie et Gaza).

Le président égyptien, Anwar Sadate, conclut que la défense d'Israël était à présent la pierre angulaire de la politique américaine au Proche-Orient et qu'un conflit direct avec Israël ne pouvait plus être envisagé sérieusement. Il signa les Accords de Camp David en 1978 et le Traité de paix entre l'Egypte et Israël en 1979 et fut ainsi le pionnier de la reconnaissance d'Israël.

L'Egypte fut critiquée pour cela par divers Etats arabes mais, à l'exception du conflit avec la Syrie sur la question du contrôle du Liban, Israël ne fut plus jamais sérieusement mis au défi par les Etats arabes après 1973. Au lieu de cela, l'Irak, la Libye, la Syrie et l'Arabie Saoudite se limitèrent à une opposition bruyante à la reconnaissance d'Israël en organisant des tendances oppositionnelles au sein de l'OLP tel que le Front du refus (contre les démarches initiales de l'OLP pour avancer une « solution de deux Etats »).

Ces poses prises par les régimes arabes contrastaient de façon ostensible avec leur complicité dans la persécution des Palestiniens par Israël, et les attaques directement perpétrées contre l'OLP, dont le « Septembre noir », le massacre de Palestiniens par la Jordanie en 1970, et la complicité de la Syrie dans le massacre par les Phalangistes libanais des camps palestiniens de Karantina et de Tel al-Zataar en 1976.

En 1982, lorsqu'Israël, soutenu par les Etats-Unis, envahit le Liban dans le but d'en expulser l'OLP, le régime bourgeois syrien ne fit rien et l'OLP, forcée de s'exiler à Tunis fut laissée sans défense. Le prix payé par les réfugiés palestiniens pour cette trahison furent les massacres de Sabra et Chatila.

Ce fut le virage de la bureaucratie stalinienne vers la restauration capitaliste puis la liquidation de l'Union soviétique qui s'ensuivit, qui mit définitivement fin à toute possibilité de la part de l'OLP de résister à un accord avec Israël. Sur fond d'Intifada (le soulèvement spontané de la jeunesse et des travailleurs palestiniens des Territoires occupés pour protester contre les conditions déplorables auxquelles ils sont confrontés) Arafat tenta un dernier coup de dés : une tentative de s'assurer le soutien de Washington - même pour parvenir à un accord avec Israël.

Le gouvernement Clinton répondit en forçant Arafat à signer la déclaration de 1998 garantissant la sécurité d'Israël, et à accepter qu'un accord de paix avec Israël était une « stratégie et non une tactique provisoire » et à renoncer à toute forme de terrorisme. Au cours d'une conférence de presse où on lui demandait de déclarer qu'il acceptait Israël, Arafat posa fameuse question, « Qu'est-ce que vous voulez ? Que je fasse du strip-tease ? »

L'acceptation par Arafat des dictats américains ouvrit la voie, par les Accords d'Oslo signés en 1993 par Abbas avec Arafat comme témoin, à l'établissement de l'Autorité palestinienne. Ces Accords donnèrent naissance à une entité entièrement dépendante d'Israël et chargée du maintien de l'ordre sur les masses palestiniennes, mais confiant au seul Etat d'Israël la responsabilité de la politique étrangère, de la défense, de la protection des colonies israéliennes et du contrôle des frontières et des points de passage vers Israël.

L'AP se caractérisa par un népotisme débridé, la bourgeoisie palestinienne cherchant à s'enrichir, notamment en accaparant l'aide et les prêts internationaux, au milieu de la pauvreté et de la dégradation des conditions de vie effroyables dont souffraient les travailleurs et les paysans. Des exigences de plus en plus draconiennes furent adressées à l'AP afin qu'elle cesse toute opposition à Israël ce qui, en plus du ressentiment généré par la corruption officielle, créa un vide politique que le Hamas fut en mesure de combler.

Abbas devint le représentant favori des Etats-Unis et d'Israël qui œuvrèrent pour mettre à l'écart les éléments les plus radicaux au sein du Fatah. Ceci prit avant tout la forme d'une campagne virulente pour dénigrer et isoler Arafat en raison de son refus d'opprimer son propre peuple et d'accepter de signer des conditions de plus en plus draconiennes pour une acceptation finale d'un Etat palestinien purement nominal, comprenant l'abandon du droit au retour et de toute revendication sur Jérusalem-Est.

Lorsque débuta la seconde Intifada en septembre 2000, Abbas lança un appel à y mettre fin et il fut dûment soutenu par Israël et les Etats-Unis dans sa démarche pour devenir premier ministre en 2003. Par contraste, au milieu d'incursions militaires israéliennes répétées de la part d'Israël, Arafat fut maintenu prisonnier dans son quartier général jusqu'à sa mort, survenue dans des circonstances restées inexplicables, en novembre 2004. Abbas lui succéda en tant que président en janvier 2005. L'apogée de sa présence au pouvoir est la guerre civile et l'imposition d'une quasi-dictature personnelle en Cisjordanie.

### **L'héritage désastreux du sionisme pour les travailleurs israéliens.**

La tragédie palestinienne se trouve en même temps au centre d'une autre tragédie qui se déroule actuellement et qui affecte la classe ouvrière israélienne. La perspective du nationalisme s'est révélée non moins désastreuse pour les Juifs que pour leurs homologues arabes. L'élite dirigeante israélienne est totalement en faillite, n'ayant d'autre perspective que celle de provocations militaires de plus en plus irresponsables et incendiaires.

La création d'Israël par l'expulsion des Palestiniens a été un crime qui a déterminé l'ensemble de son histoire et de son évolution ultérieure. Considéré avec animosité par ses voisins, Israël s'est développé comme un Etat fondé sur la discrimination à l'encontre des non-Juifs et qui, pendant des décennies, fut responsable de brutalités dans les Territoires occupés et au Liban. Non viable du point de vue économique, Israël fonctionne à ce jour comme un Etat-caserne, un bastion militaire des Etats-Unis, dominé politiquement par des tendances droitières et ultra religieuses profondément hostiles aux intérêts sociaux et politiques de la classe ouvrière.

Seule la perspective de l'internationalisme socialiste peut offrir une voie pour aller de l'avant et pour sortir de l'impasse historique à laquelle sont confrontées les masses du Proche-Orient. La classe ouvrière doit unir à elle les paysans pauvres dans une lutte commune contre l'impérialisme et ses agents bourgeois au sein des élites arabes et israéliennes.

Les Etats-Unis socialistes du Proche-Orient, comme partie intégrale de la lutte pour le socialisme mondial, doivent devenir l'objectif programmatique essentiel de la classe ouvrière, par lequel les Arabes, les Juifs et tous les autres groupes ethniques et religieux peuvent vivre en harmonie et partager les bénéfices des riches ressources de la région. C'est à cette perspective que se consacre le Comité international de la Quatrième Internationale.

WSWS,

25 juin 2007.

WSWS, 25 juin 2007.

Article original anglais paru le 20 juin 2007.

Source : **WSWS** [www.wsws.org](http://www.wsws.org)

### **L'ascension du Hamas**

*Stephen Zunes - PNN*

A la lumière de la prise de la Bande de Gaza par le Hamas, cela vaut la peine de comprendre comment cette organisation islamiste radicale en est arrivée à jouer un rôle aussi majeur dans la vie politique palestinienne et comment Israël et les Etats-Unis ont contribué à rendre cela possible.

De façon ironique, ce fut Israël qui encouragea la montée de ce mouvement islamiste palestinien, pour contrer l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), la coalition laïque composée du Fatah et de divers mouvements de gauche et nationalistes.

Remontant au début des années 80, avec des financements généreux de la part de la famille dictatoriale d'Arabie Saoudite, soutenue par les Etats-Unis, les ancêtres du Hamas ont commencé à émerger en créant des écoles, des cliniques médicales, des organisations de services sociaux et autres entités qui mettaient l'accent sur une interprétation ultra-conservatrice de l'Islam. Jusque-là, une telle interprétation de l'Islam n'était pas chose commune au sein de la population palestinienne. L'espoir était que si les gens passaient plus de temps à prier dans les mosquées, ils seraient moins prompts à s'inscrire dans les mouvements nationalistes de gauche mettant en cause l'occupation israélienne.

Tandis que les supporters de l'OLP laïque se voyaient refuser l'accès à leurs propres médias ou le droit aux rassemblements politiques, les autorités israéliennes d'occupation permirent aux groupes islamiques de tenir des meetings, de publier des journaux non-censurés et même d'avoir leur propre station de radio. Par exemple, dans la ville palestinienne occupée de Gaza, en 1981, des soldats israéliens - qui n'avaient montré aucune hésitation à réprimer brutalement des manifestations pacifiques en faveur de l'OLP - ne bougèrent pas lorsqu'un groupe d'extrémistes islamiques attaquèrent et incendièrent à Gaza une clinique médicale affiliée à l'OLP, destinée à offrir des services de planning familial aux femmes.

Le Hamas, acronyme pour Harakat al-Muqawama al-Islamiyya (Mouvement de Résistance Islamique), a été fondé en 1987 par le Cheik Ahmed Yacine, qui avait été libéré de prison lorsque Israël conquiert la Bande de Gaza 20 ans auparavant. En réprimant la contestation palestinienne durant cette période, les priorités d'Israël étaient révélatrices : en 1988, Israël a forcé à l'exil le militant palestinien, Moubarak Awad, un pacifiste chrétien qui défendait l'usage d'une résistance à la Gandhi contre l'occupation israélienne et la paix israélo-palestinienne, tandis qu'ils ont permis au Cheik Yacine de faire circuler une littérature haineuse anti-juive et qui appelait publiquement à la destruction d'Israël par la force des armes.

La politique américaine n'était pas très différente : jusqu'en 1993, les fonctionnaires étasuniens du bureau consulaire à Jérusalem rencontraient périodiquement les dirigeants du Hamas, tandis qu'il leur était interdit de rencontrer quiconque de l'OLP. Cette politique a continué malgré le fait que l'OLP, déjà en 1988, avait renoncé au terrorisme et reconnu unilatéralement Israël.

### **Encouragement précoce**

L'un des premiers encouragements majeurs pour le Hamas est venu lorsque le gouvernement israélien a expulsé plus de 400 Musulmans palestiniens à la fin de 1992. Alors que la plupart des exilés étaient associés avec les agences de services sociaux affiliées au Hamas, très peu d'entre eux étaient accusés de quelque crime violent que ce soit. Comme de telles expulsions constituaient une contravention directe à la loi internationale, le Conseil de Sécurité de l'ONU condamna cette action à l'unanimité et réclama leur retour immédiat.

Cependant, l'administration de Bill Clinton, fraîchement arrivée au pouvoir, empêcha les Nations-Unies de faire appliquer sa résolution et prétendit à tort qu'une proposition israélienne pour permettre in fine aux exilés de revenir constituait l'accomplissement du mandat de l'Onu. Le résultat des actions israéliennes et américaines fut que les exilés devinrent des héros et des martyrs ; aux yeux des Palestiniens, la crédibilité du Hamas augmenta considérablement - ainsi que leur force politique.

Pourtant, au moment des accords d'Oslo entre Israël et l'OLP, en 1993, les sondages montraient que le Hamas ne disposait du soutien que de 15% de la communauté palestinienne. Cependant, le soutien pour le Hamas s'est accru au fur et à mesure qu'un Etat palestinien viable s'évanouissait et qu'Israël continuait à étendre sa colonisation sur la Cisjordanie, doublant le nombre de colons pendant les douze années qui suivirent. Le règne de Yasser Arafat, le dirigeant du Fatah et président de l'autorité palestinienne, et de ses collègues s'est avéré être corrompu et incompetent, tandis que les dirigeants du Hamas étaient perçus comme étant plus honnêtes et qu'ils subvenaient aux besoins des Palestiniens ordinaires.

Au début de 2001, Israël supprima toute négociation substantielle avec les Palestiniens et l'offensive israélienne dévastatrice soutenue par les Etats-Unis qui suivit détruisit une grande partie de l'infrastructure de l'Autorité Palestinienne, rendant la perspective d'une paix et d'un Etat encore plus éloignée. Les clôtures et les blocus ont fait sombrer l'économie palestinienne dans une dépression sévère et les services sociaux dirigés par le Hamas sont devenus essentiels pour les Palestiniens ordinaires.

Voyant comment la décision du Fatah en 1993 de mettre fin à la lutte armée et de se fier au processus de paix conduit par les Etats-Unis avait eu pour conséquence une souffrance accrue, la popularité du Hamas grandit bien au-delà de sa base fondamentaliste jusqu'au-boutiste et son usage du terrorisme contre Israël - bien qu'immoral, illégal et contre-productif - sembla exprimer le sentiment de colère et d'impuissance de larges segments de la population palestinienne.

Pendant ce temps - dans une politique défendue à la fois par l'administration Bush et les leaders Démocrates au Congrès - l'usage par Israël d'escadrons de la mort résulta en la mort du Cheik Yacine et d'une flopée d'autres dirigeants du Hamas, faisant d'eux des martyrs aux yeux de nombreux Palestiniens et accroissant encore plus le soutien pour le Hamas.

### **L'élection d'un gouvernement Hamas**

Avec l'administration Bush qui insistait pour que les Palestiniens organisent des élections libres et honnêtes après la mort d'Arafat en 2004, les dirigeants du Fatah espéraient qu'en persuadant le Hamas de participer au processus électoral, cela contribuerait à affaiblir ses éléments plus radicaux. Cependant, la réponse de Washington fut extraordinairement négative.

En décembre 2005, un mois avant les élections palestiniennes, la Chambre des Représentants vota une résolution à une écrasante majorité de 397 voix contre 17 critiquant le successeur d'Arafat, Mahmoud Abbas, pour "sa volonté de voir le Hamas participer aux élections sans réclamer d'abord que ce dernier... renonce à son objectif de détruire l'Etat d'Israël."

Toutefois, ni la Présidente de la Chambre, Nancy Pelosi, ni les autres leaders de la Chambre, n'ont jamais critiqué le Premier ministre israélien Ehoud Olmert pour son empressement à voir des partis comme l'Union Nationale - qui cherche à détruire toute entité palestinienne et à expulser sa population arabe - participer aux élections israéliennes. Cette attitude montre visiblement que le Congrès voit la survie d'Israël comme axiomatique, la survie de la Palestine, quant à elle, étant une question ouverte. (De toutes les manières, tant pour l'Autorité Palestinienne que pour l'Etat d'Israël, le chef de l'Etat n'a tout simplement pas autorité pour interdire un parti politique simplement à cause de son idéologie, aussi répugnante soit-elle.)

De façon similaire, cette résolution - soutenue par Pelosi et d'autres dirigeants démocrates - insistait pour que des groupes comme le Hamas "ne soient pas autorisés à participer aux élections palestiniennes tant que de telles organisations ne reconnaîtront pas le droit d'Israël à exister en tant qu'Etat juif". L'ironie, cependant, est que les Etats-Unis autorisent un certain nombre d'organisation politiques, comme le Socialist Workers Party et le Workers World Party - qui refusent de reconnaître le droit d'Israël à exister en tant qu'Etat juif - à participer aux élections étasuniennes. Cela montre visiblement que Pelosi et ses collègues pensent que les nations arabes ne devraient pas bénéficier du même degré de démocratie que celle dont les Américains bénéficient dans leur propre pays, qui autorise même ceux qui ont des points de vue extrémistes à se présenter aux élections nationales.

Le Sénat a mis aussi tout son poids dans la balance. Une lettre signée par 73 sénateurs sur les 100 que comptent les Etats-Unis - y compris les candidats aux primaires démocrates de 2008, Hillary Clinton, Christopher Dodd et Barack Obama - contestait la décision d'autoriser le Hamas à participer à cette élection, sur la base "qu'aucune démocratie au monde ne permet à un parti politique de porter ses propres armes". De façon ironique, lors d'un vote juste quelques semaines auparavant, le Sénat approuva à l'unanimité les élections législatives irakiennes récemment terminées, auxquelles un certain nombre de partis politiques dotés de leurs propres milices avaient ouvertement pris part et participé à la formation du nouveau gouvernement irakien.

De plus, le Royaume-Uni - le plus proche allié de l'Amérique - permit au Sinn Fein de diriger légalement un parti politique et de participer aux élections, même durant les dizaines d'années où sa branche armée, l'aile dure de l'Armée Républicaine Irlandaise, engagée dans des attaques terroristes contre les citoyens britanniques. Bien entendu, aucune critique de Westminster [à l'époque] n'émana de Capitol Hill.

Malgré les objections des Etats-Unis, les élections législatives palestiniennes se déroulèrent en janvier 2006 avec la participation du Hamas. Elles furent étroitement surveillées par des observateurs internationaux et universellement reconnues comme ayant été libres et honnêtes. Avec les partis réformistes et les partis de gauche qui étaient divisés en une demi-douzaine de listes, le Hamas fut considéré par un grand nombre de Palestiniens, dégoûtés par le statu quo, comme la seule alternative viable aux candidats corrompus du Fatah. Et, avec Israël qui refusait d'engager des négociations de paix substantielles avec le gouvernement dirigé par le Fatah d'Abbas, ils pensèrent qu'ils n'avaient pas grand chose à perdre en élisant le Hamas.

De plus, le parti au pouvoir [le Fatah] étant divisé en de nombreuses factions, des candidats du Fatah se présentèrent les uns contre les autres dans de nombreux cantons. En conséquence, même si le Hamas ne comptabilisa que 44% des suffrages, ils obtinrent la majorité au Parlement, le droit de choisir le Premier ministre et de former un nouveau gouvernement.

L'ironie, c'est que le poste de Premier ministre n'existait pas selon la constitution originale de l'Autorité Palestinienne, mais qu'il fut ajouté en mars 2003 sur l'insistance des Etats-Unis, qui désiraient un contrepois au président Arafat. En conséquence, alors que ces élections permettaient à Abbas de rester président, il fut obligé de partager le pouvoir avec Ismail Haniyeh, le Premier ministre issu du Hamas.

### **Les efforts pour saper le gouvernement**

Bien qu'ils aient revendiqué le soutien à des élections libres, les Etats-Unis ont essayé depuis le début de saper le gouvernement du Hamas. C'est en grande partie sur la pression des Etats-Unis qu'Abbas a refusé l'invitation initiale du Hamas de former un gouvernement d'unité nationale, qui aurait inclus le Fatah et duquel certains des dirigeants du Hamas les plus durs auraient probablement été marginalisés.

L'administration Bush fit pression sur les Canadiens, les Européens et d'autres dans la communauté internationale pour imposer des sanctions sévères contre l'Autorité Palestinienne. Mais une quantité limitée d'aide continua à affluer vers les bureaux du gouvernement contrôlés par Abbas.

Autrefois l'une des régions les plus prospères du monde arabe, des décennies d'occupation israélienne ont eu pour conséquence de détruire une grande partie de l'économie palestinienne indigène, rendant l'Autorité Palestinienne dépendante de l'aide étrangère pour apporter les fonctions de base à son peuple. L'impact de ces sanctions fut donc dévastateur. Le régime iranien s'est précipité pour combler partiellement le vide, apportant des millions de dollars pour gérer les services de base et donner à la République Islamique - qui, jusque-là n'était pas alliée avec le Hamas et n'avait pas été un acteur majeur dans la politique palestinienne - une force d'appui sans précédent.

Pendant ce temps, un chômage record conduisit des jeunes gens en colère et affamés à devenir des recrues faciles pour les militants du Hamas. Voici ce qu'un fonctionnaire de premier plan du Fatah fit remarquer : "Pour beaucoup de gens, ce fut la seule manière de gagner de l'argent." Quelques policiers palestiniens, impayés par leur gouvernement en faillite, rejoignirent clandestinement la milice du Hamas comme deuxième job, créant une double loyauté.

Sur l'insistance de l'administration Bush et du Congrès, les exigences imposées à l'Autorité Palestinienne pour lever les sanctions semblèrent conçues pour être rejetées et elles furent largement interprétées comme un prétexte pour punir la population palestinienne d'avoir mal voté. Par exemple, les Etats-Unis exigeaient que le gouvernement dirigé par le Hamas reconnaisse unilatéralement le droit d'Israël à exister, même si Israël n'a jamais reconnu le droit des Palestiniens d'avoir un Etat sur la Cisjordanie et la Bande de Gaza ou n'importe où ailleurs.

D'autres exigences incluaient la fin des attaques contre les civils en Israël tout en n'exigeant pas qu'Israël, de la même manière, mette fin à ses attaques contre les zones civiles de la Bande de Gaza. Ils ont aussi exigé que l'Autorité Palestinienne dirigée par le Hamas accepte tous les accords précédemment négociés, alors même qu'Israël continuait de violer des éléments-clés de l'Accord de Wye River et d'autres accords négociés avec les Palestiniens.

Tandis que le Hamas honorait un cessez-le-feu unilatéral concernant les attaques-suicides en Israël, les conflits frontaliers et les tirs de roquettes dans Israël se poursuivirent. Dans l'entrefaite, Israël, avec le soutien de l'administration Bush, s'engagea dans des attaques aériennes dévastatrices contre des quartiers urbains très peuplés, faisant des centaines de victimes. Le Congrès défendit aussi officiellement les attaques israéliennes - qui furent largement condamnées dans la communauté internationale comme étant excessives et en violation de la loi humanitaire internationale - en disant qu'il s'agissait d'actes légaux de légitime-défense.

Une résolution de la Chambre des Représentants, votée l'été dernier à une majorité écrasante de 410 voix contre 8, est allée jusqu'à faire l'éloge de "l'engagement de longue date d'Israël à minimiser les pertes civiles et accueille favorablement les efforts continus d'Israël pour éviter les pertes civiles", malgré la preuve écrasante du contraire. Seuls, sept Démocrates votèrent contre cette résolution, qui ordonna officiellement au Président George W. Bush "de soutenir totalement Israël, puisque celui-ci ripostait à des attaques armées d'organisations terroristes et des Etats qui les soutiennent."

Ce fut à partir de cet environnement que le Hamas a grandi. Il est passé d'une minorité radicale à une majorité électorale et, désormais, il patrouille dans les rues de la Bande de Gaza, qui sont sous son contrôle intégral.

#### **La politique actuelle des Etats-Unis**

Depuis sa défaite humiliante dans la Bande de Gaza, la milice du Fatah s'est engagée dans une vague d'arrestations et de kidnappings des militants du Hamas en Cisjordanie. Ceci a conduit à craindre une réaction populaire violente si la répression allait trop loin.

Qui plus est, tandis que le soutien populaire du Hamas est traditionnellement moindre en Cisjordanie que la Bande de Gaza, où la majorité de ses habitants vivent dans des camps de réfugiés misérables, le soutien pour le groupe islamiste est toujours assez fort en Cisjordanie. La faiblesse de la résistance du Fatah au soulèvement du Hamas dans la Bande de Gaza - malgré un plus grand nombre de combattants que le Hamas, et mieux armés - indique vraiment que leur position politique est continuellement faible.

En dépit de sa constitutionalité contestable, Abbas, quelques jours après avoir été chassé de la Bande de Gaza, a annoncé un nouveau gouvernement d'urgence sans la participation du Hamas. Celui-ci inclut certains technocrates, réformateurs et indépendants de premier plan.

Son nouveau Premier ministre, Salam Fayyad, est un économiste hautement intelligent et un ancien fonctionnaire de la Banque Mondiale qui a vécu la plus grande partie de sa vie d'adulte aux Etats-Unis. Il a servi comme représentant du Fonds Monétaire International auprès de l'Autorité Palestinienne avant de devenir brièvement son ministre des finances en 2005, dans un effort tardif de la part d'Abbas de nettoyer le gouvernement du Fatah de sa corruption chronique.

Ensuite, Fayyad a formé un petit parti centriste avec l'universitaire et militant des droits de l'homme, Hanan Ashrawi, pour défier à la fois le Fatah et le Hamas dans les élections législatives de l'année dernière. Mais leur liste n'a recueilli que 2,4% des suffrages. Bien qu'il soit sincèrement nationaliste et réformateur, les liens étroits que Fayyad entretient avec les Etats-Unis et les institutions financières internationales, s'ajoutant à sa pauvre performance électorale, soulèvent, aux yeux de la plupart des Palestiniens, des questions sur sa légitimité.

Toutefois, la constitution de son nouveau gouvernement n'est pas le problème principal d'Abbas. Les Palestiniens reconnaissent que les Etats-Unis ont régulièrement défendu les attaques israéliennes contre les centres de population palestiniens, qu'ils ont soutenu la prise de la Bande de Gaza par Israël, mis leur veto sur toute une série de résolutions du Conseil de Sécurité de l'Onu et qu'ils ont bloqué l'exécution d'une série d'autres appels à ce qu'Israël se conforme à la loi humanitaire internationale.

Ils sont conscients que l'administration Bush et le Congrès ont donné leur aval à l'annexion de Jérusalem-Est et de ses alentours, qui sont arabes, que les Américains ont financé l'occupation israélienne et la colonisation de la Cisjordanie et qu'ils ont défendu la construction par Israël d'une barrière illégale de séparation, qui s'enfonce profondément à l'intérieur du territoire occupé palestinien.

Ils savent aussi comment les Etats-Unis ont rejeté les propositions palestiniennes d'une paix permanente avec Israël en échange d'un retrait total israélien des territoires occupés, tout en soutenant les plans d'Israël d'annexer une grande partie de la Cisjordanie, confinant les Palestiniens dans de minuscules cantons encerclés par Israël. En conséquence, le fort soutien que Washington a montré jusqu'à présent pour le nouveau gouvernement

d'Abbas pourrait ne pas servir sa crédibilité au sein de la population palestinienne. En vérité, [le gouvernement d'Abbas] est déjà largement étiqueté comme régime collaborationniste, à cause de son ferme soutien de la part des Etats-Unis et d'Israël.

Israël dégèlera [une partie] des fonds saisis sur les exportations de biens palestiniens au profit du nouveau gouvernement d'Abbas. L'espoir de ce gouvernement est qu'en améliorant la qualité de vie des Palestiniens, cela montrera à quel point les choses vont mieux sous le Fatah que sous le Hamas et que ça affaiblira le soutien aux Islamistes.

#### **Les initiatives politiques concrètes**

Mais, à moins qu'il y ait en même temps des initiatives politiques concrètes, ceci ne sera pas suffisant. Abbas a appelé à la paix avec des garanties strictes de sécurité pour Israël, incluant le démantèlement des milices du Hamas, en échange d'un Etat indépendant sur les 22% de la Palestine occupée par Israël depuis 1967. Il a même exprimé sa bonne volonté sur des ajustements frontaliers mineurs et réciproques. Les sondages montrent qu'une majorité de Palestiniens en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza accepteraient un tel accord. Toutefois, Israël a refusé cette offre, insistant sur son droit d'annexer de larges bandes du territoire de la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, de telle façon que cela rendrait impossible un Etat palestinien viable et contigu.

En vertu de ce plan israélien - approuvé par l'administration Bush et une vaste majorité bipartisane au Congrès - Israël pourrait contrôler l'espace aérien palestinien, les ressources palestiniennes en eau et le mouvement d'entrée et de sortie de l'entité palestinienne et entre ses territoires séparés.

Par conséquent, ces cantons palestiniens non-contigus ressembleraient plus aux Bantoustans tristement célèbres de l'Afrique du Sud de l'Apartheid qu'à un Etat indépendant viable. Et, à moins que les Palestiniens n'aient une perspective forte qu'un Etat indépendant viable finira par émerger, la crédibilité du gouvernement d'Abbas s'érodera et l'appel des radicaux du Hamas grandira.

Le gouvernement israélien, sans objection apparente de la part des Etats-Unis, a refusé jusqu'à présent ne serait-ce que de geler la croissance des colonies israéliennes en Cisjordanie qui grignotent toujours plus de terre palestinienne, nécessaire pour créer un Etat palestinien viable.

Qui plus est, les forces d'occupation israéliennes doivent encore lever la multitude de barrages qui paralysent la vie économique en Cisjordanie. Israël continue aussi de refuser de libérer les prisonniers palestiniens, y compris Marwan Barghouti, le réformateur charismatique du Fatah qui serait le dirigeant palestinien le plus apte à unifier le pays, en acceptant une solution à deux Etats avec Israël. Si des pourparlers devaient avancer, de telles mesures créant la confiance sont cruciales dans la période qui précède la résolution de ces questions importantes sur le statut final. Et les extrémistes seraient marginalisés.

Toutefois, en résultat à la prise de la Bande de Gaza par le Hamas, le quotidien israélien Yediot Aharonot rapporte que "les conseillers du Premier ministre [ont déclaré] que l'Autorité Palestinienne était morte, [disant] qu'il n'y a personne avec qui parler... et que l'administration Bush ne fera pas pression à ce stade sur Olmert pour qu'il apporte de nouvelles idées afin de renouveler les négociations avec Abbas et promouvoir une solution diplomatique."

Ainsi que Robert Malley, le directeur du programme pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord de l'International Crisis Group, ancien membre du National Security Council et adjoint spécial aux Affaires Israélo-Arabes sous le président Bill Clinton, l'a fait remarquer, "presque toutes les décisions prises par les Etats-Unis pour interférer dans la politique palestinienne ont fait boomerang."

La prise armée de la Bande de Gaza par le Hamas a montré que ceci n'est que trop vrai et le fait que les Etats-Unis embrassent le nouveau gouvernement du Hamas sans pression concomitante sur Israël pourrait avoir des résultats similaires.

*Stephen Zunes est le rédacteur en chef pour le Proche-Orient de "Foreign Policy In Focus". Il est professeur de politique à l'Université de San Francisco et l'auteur de "La Poudrière : La Politique américaine au Moyen-Orient et les Racines du terrorisme"(Parangon, 2002).*

---

---

## **4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net**

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### **4-1 Mordechaï Vanunu condamné pour avoir pris la parole.**

Le 2 juillet 2007, Mordechaï Vanunu a été condamné par la « justice » israélienne à 6 mois de prison ferme et 6 mois avec sursis pour avoir brisé « sa promesse de silence », c'est à dire non pas pour avoir tenu des propos illégaux, mais pour s'être exprimé.

Libéré en 2004, l'ancien ingénieur de la base nucléaire israélienne de Dimona, a déjà passé 18 années de sa vie en prison pour avoir divulgué au journal britannique Sunday Times des informations inédites sur ce qui n'était jusque là que des soupçons sans preuve : l'existence du programme nucléaire militaire israélien, que l'État hébreu avait toujours niée.

Depuis sa libération, il lui était interdit de quitter le territoire et de parler à des étrangers sans l'accord de la censure militaire, car celle-ci craignait que son témoignage sur des faits pourtant anciens de plus de 20 ans ne relance la polémique sur l'arsenal israélien constitué en étroite collaboration avec le régime d'apartheid sud-

africain et sur la nature du régime sioniste.

Ignorant les restrictions qui lui étaient imposées, Mordechaï Vanunu a donné 6 interviews à la presse étrangère – dont une à [voltaire.net.org](http://voltaire.net.org) (voir lien ci-dessous). Il y a réitéré son témoignage, étayant ce qu'il avait vu à Dimona, grâce aux responsabilités qui ont été les siennes. Il est également revenu sur les conditions de son enlèvement par le Mossad en Italie, en 1986, et de son procès tenu à huit clos, loin des caméras. Surtout, il a exprimé son analyse de la doctrine nucléaire israélienne qui vise, selon lui, non pas à dissuader ses adversaires, mais à maintenir un régime d'apartheid.

Mordechaï Vanunu a annoncé qu'il ferait appel de sa condamnation.

3 juillet 2007

Réseau Voltaire

[www.voltaire.net.org/article149681.html](http://www.voltaire.net.org/article149681.html)

---

## 5 Annexe

### 5-1 Rapport de Shalom Arshav : Cisjordanie : une annexion rampante, discrète mais méthodique.

D'après un rapport de Shalom Arshav (La Paix Maintenant), d'énormes quantités de terres ont été affectées aux colonies de Cisjordanie, mais celles-ci n'en utilisent qu'une toute petite partie.

9% seulement des zones qui dépendent des colonies sont bâties, et 12% utilisées d'une manière ou d'une autre, affirme ce rapport, qui se fonde sur des chiffres fournis par l'Administration civile. Néanmoins, malgré ces énormes réserves de terres non utilisées, 90% des colonies débordent de leurs limites, et environ un tiers des terres qu'elles utilisent vraiment se situe hors de limites de leur juridiction.

Ces chiffres témoignent du fait que le gouvernement continue à contribuer à l'expansion des colonies, accuse Shalom Arshav. D'un côté, l'Etat affecte aux colonies des étendues immenses, sans aucune proportion avec leur taille, afin d'empêcher les constructions palestiniennes dans ces zones. D'un autre côté, une fois la zone fermée aux Palestiniens, les colons commencent à s'emparer de terres palestiniennes adjacentes, dont les propriétaires sont souvent des personnes privées, terres situées en-dehors de leur juridiction.

Pendant des années, les limites des colonies ont été tenues secrètes. L'Administration civile et d'autres organismes ont toujours refusé de fournir ces informations aux organisations non-gouvernementales et aux médias, alors qu'à l'intérieur de la ligne Verte, ces mêmes informations [sur les limites juridictionnelles d'une quelconque localité] sont facilement disponibles. Les chiffres qui figurent dans le rapport n'ont été obtenus qu'après que Shalom Arshav et le Mouvement pour la Liberté de l'information eurent saisi les tribunaux.

Ce rapport, compilé par Dror Etkes et Hagit Ofra (1), responsables de l'Observatoire de la colonisation de Shalom Arshav, montre que la politique israélienne viole les engagements pris dans le cadre des accords d'Oslo. Ces accords stipulaient qu'aucune des parties ne prendrait de mesure unilatérale de nature à modifier la situation jusqu'à la fin des négociations sur un règlement définitif. Mais, avant le blocage des pourparlers, Israël a agi méthodiquement pour étendre les territoires sous juridiction des colonies, affirme le rapport.

Les actes du gouvernement israélien contredisent également ses déclarations officielles : le Premier ministre Ehoud Olmert, par exemple, avait déclaré après une rencontre en mai dernier avec le roi Abdallah de Jordanie : "les constructions dans les colonies ne s'effectuent qu'à l'intérieur des limites autorisées."

Le rapport cite 164 colonies, avant-postes et zones industrielles en Cisjordanie. 92 d'entre elles ont vu leur zone de juridiction s'étendre ou redéfinie après la signature des accords d'Oslo en 1993, dans le cadre de la frénésie de construction qui a eu pour résultat de doubler le nombre de colons en Cisjordanie dans la décennie qui a suivi.

Pour certaines colonies, les zones précises de démarcation de leur juridiction n'ont toujours pas été démarquées, probablement parce que des portions importantes de leurs zones bâties sont situées sur des terres appartenant à des personnes palestiniennes privées, comme cela est le cas pour les deux colonies anciennes d'Ofra et de Psagot, près de Ramallah (2).

Dror Etkes accuse le gouvernement israélien d'utiliser le terme de "juridiction" de manière trompeuse et manipulatrice, pour permettre aux colonies de s'étendre sans quasiment aucune limite, et pour bloquer dans ces zones toute construction palestinienne.

Les terres affectées à Ma'aleh Adoumim, par exemple, ont constitué une tentative de former une barrière entre les localités palestiniennes du Nord et du Sud de la Cisjordanie, a dit Etkes. Un poste de police est actuellement en construction dans la zone E-1 entre Jérusalem Est et Ma'aleh Adoumim, annexée aux territoires dépendant de la colonie, alors que cette zone est très éloignée des zones bâties de Ma'aleh Adoumim, situées de l'autre côté de la route Jérusalem Jéricho (3). Cela témoigne de l'effort fait par Israël de créer une continuité territoriale juive dans



cette région. Il existe également des plans pour construire un centre commercial et touristique dans la zone E-1. Et pourtant, 76% des terres de Ma'aleh Adoumim ne sont actuellement pas utilisées.

Ce phénomène est encore plus manifeste quand on considère les immenses surfaces affectées aux petites localités juives de la Vallée du Jourdain et du désert de Judée. Par exemple, la juridiction du kibboutz Mitzpeh Shalem, 180 habitants, est de plus de 3.540 hectares, soit en gros la superficie de Petakh Tikva. Celle du kibboutz Kalia, au bord de la mer Morte, 271 habitants, est de 2.530 hectares.

La construction illégale à l'extérieur de la juridiction d'une colonie est souvent encouragée par l'Etat, comme le montre le phénomène des avant-postes (colonies illégales), dit Dror Etkes. L'Administration civile empêche toute construction palestinienne dans les zones sous juridiction des colonies. En revanche, aucune action juridique n'est entreprise à l'encontre de la construction illégale de colons, et ces structures ainsi bâties sont rarement démolies, accuse-t-il.

Trad. : Gérard pour La Paix Maintenant

(1) Dror sera bientôt remplacé par Hagit. Merci à Dror pour son travail inlassable, et souhaitons bonne chance à Hagit.

(2) Voir "les terres volées aux Palestiniens : rapport de Shalom arshav sur la construction des colonies sur des terres privées palestiniennes" :

<http://www.lapaixmaintenant.org/article1451>

(3) Sur la zone E1, voir entre autres l'article de Hagit Ofra : "Pas de blocs de colonies sans accord de paix !" :

<http://www.lapaixmaintenant.org/article1239>

Sources [La Paix Maintenant](#)

Posté par Adriana Evangelizt